



## Après les élections **UNE UNION À RASSEMBLER**

DANS CE NUMÉRO

### **Élections**

Damian Boeslager  
Dominique Riquet

### **UE et souveraineté**

Général Jean-Paul Paloméros  
Mario Telò

### **Brexit**

Simon Fraser  
Anand Menon

### **Sociétés civiles**

Dame Rosalind Marsden  
Hana Mravcova

# La méthode de Jean Monnet

## RESTE UNE SOURCE D'INSPIRATION

Par Hervé Jouanjean, vice-président de Confrontations Europe

**Philippe Herzog propose, dans son étude intitulée « Jean Monnet, le projet européen et nous »\*, une visite commentée de la pensée et de l'action de Jean Monnet.**

Il nous promène à travers six interrogations majeures, pratiques ou très politiques pour finalement conclure qu'il est « *temps que l'Europe sache enfin ce qu'elle veut être* ». Pour ma part, praticien de l'Europe, je voudrais revenir sur quelques éléments importants pour l'action que mènera la prochaine Commission européenne mais dont je ne suis pas certain qu'ils soient couverts de manière appropriée par le nouveau programme stratégique de l'Union européenne adopté le 20 juin par le Conseil européen.

### » La démocratie

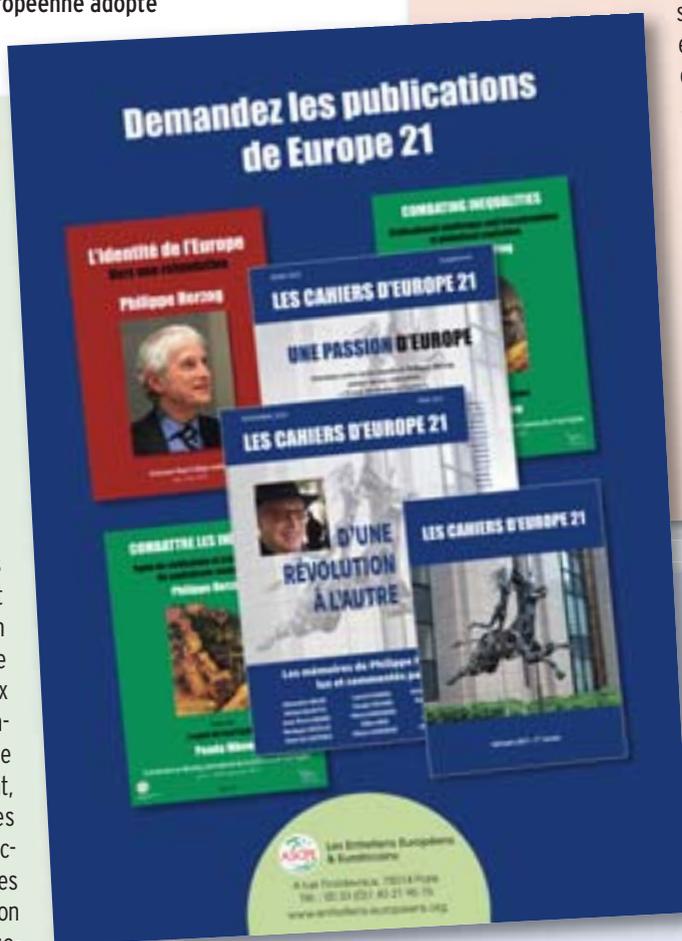
Dans les textes, toutes les composantes nécessaires au fonctionnement démocratique de l'Union européenne sont présentes. Un Parlement européen élu au suffrage universel, des États, démocratiquement formés et contrôlés, qui siègent au Conseil des ministres, et une Commission, exécutif responsable devant le Parlement européen. Structure parfaite en théorie qui a le mérite et le défaut d'avoir été créée à partir de rien, du prêt-à-porter démocratique en quelque sorte, mais que les peuples ne se sont pas pleinement appropriés à travers une « révolution démocratique » qui la sublimerait. Cette construction, très jeune par rapport aux États qui la composent, répond cependant à une aspiration portée par une majorité sur le continent. Trop souvent, les décisions bruxelloises sont vues comme des *diktats* imposés par des structures sans visage et irresponsables. Les efforts de transparence de la Commission européenne, bien illustrés par la négociation sur le Brexit, sont bienvenus et doivent être poursuivis. Les politiques se doivent aussi d'assumer leurs positions lors des débats au sein du Conseil des ministres en vue de l'adoption des textes législatifs ou la mise en place de politiques. L'Europe y gagnerait beaucoup si le débat dépassait enfin la question de son existence pour passer au niveau de la gouvernance. Il reste à confirmer que l'évolution affichée au cours de la campagne électorale européenne par les partis « nationalistes » sera avérée. Le débat démocratique au Parlement européen y gagnerait.

### » Préparer l'avenir

La rapidité et l'ampleur des changements en cours, l'agressivité de ses partenaires, notamment Chine et États-Unis, mettent l'Union européenne devant des défis colossaux. À juste titre, Philippe Herzog nous rappelle les feuilles de route établies après la Seconde Guerre mondiale par Jean Monnet pour six secteurs industriels clés. Il y va de l'indépendance de l'Union européenne et de sa compétitivité. Il est urgent de mettre en place ces cellules de réflexion qui permettront de mieux dessiner les « sentiers de l'avenir » le long desquels pourront cheminer nos entreprises dans les secteurs stratégiques d'aujourd'hui. Des fonds européens importants ou coordonnés au niveau européen doivent être disponibles. Le plan Juncker a été une première esquisse de l'encadrement financier d'une telle ambition. C'est l'excellence d'équipes pluridisciplinaires et plurinationales qui devrait constituer le critère d'attribution des fonds et non les interminables débats autour du juste retour financier pour les contributeurs. En bref, faire prédominer l'intérêt général. Une politique commerciale plus dynamique devra être mise en œuvre pour s'assurer le respect des conditions de concurrence loyale sur les marchés européens et mondiaux et donner un espace de respiration à nos entreprises et à nos initiatives.

### » Aller au-delà du grand marché, se préoccuper de l'homme

Philippe Herzog le souligne, « réduire la Communauté économique à un grand marché n'était pas la vision initiale ». Le grand marché a été une étape importante qui aurait dû nous aider à développer des solidarités économiques mais aussi des solidarités sociales et territoriales. Les progrès sont trop lents sur la question des solidarités économiques. Les solidarités sociales ont été les laissés-pour-compte de la création du marché intérieur. Comme il le rappelle : « *la réponse a été laissée à la seule responsabilité des États nations et carrément séparée de la question économique* ». Erreur majeure, conséquence d'une volonté politique assumée de garder le contrôle au niveau national au titre de la subsidiarité. Mais allez expliquer cela à ceux qui s'estiment victimes d'une concurrence intra-européenne. Un modeste fonds d'ajustement à la mondialisation a été mis en place pour assister les travailleurs victimes de délocalisation. L'idée d'une mutualisation plus importante devra encore attendre. Sur le plan territorial, les fonds structurels sont un formidable outil de rattrapage pour les États membres les moins prospères. Mais les faibles moyens d'une vraie solidarité territoriale au-delà du simple rattrapage ont été progressivement réduits, victimes de la problématique du juste retour. Un gros travail de reconstruction est nécessaire pour répondre à ces attentes de solidarité essentielles pour vivre mieux ensemble.



\* Publiée dans les Cahiers d'Europe 21 (supplément de mai 2019), disponible en ligne

# LA STRATÉGIE DU SUMO



© DR

**Mireille Battut**, associée à Secafi, filiale du groupe Alpha spécialisée dans l'expertise, l'assistance et le conseil auprès des instances représentatives du personnel

**S**i, en dépit de l'enthousiasme de ses militants, l'Europe n'a jamais réussi à enflammer les imaginations, elle n'en promettait pas moins une vie meilleure sous forme de croissance liée aux échanges dans une zone pacifiée, qui s'est ensuite élargie aux nouveaux membres, leur permettant l'accès, dans la démocratie, au progrès économique et social.

En contrepartie d'un tropisme libéral assumé dans le domaine économique, la construction européenne a permis de développer des pratiques de dialogue social dans les entreprises transnationales. Besogeuse dans ses méthodes, technocratique dans son processus de décision, elle garantit des socles de compromis durables excluant des régressions.

Or ces régressions sont arrivées : dans le champ industriel avec les délocalisations, dans le champ économique avec la punition de la Grèce, dans le champ politique avec le déshonneur de laisser périr en mer des réfugiés en détournant les yeux. Du fait de ces régressions, les imaginaires

ne produisent plus des utopies mais des dystopies.

Utopie. « *Cours, camarade, le vieux-Monde est derrière toi* » : hier, la génération de 1968 pouvait se représenter l'avenir comme une promesse. Dystopie. Aujourd'hui, les jeunes qui manifestent tous les vendredis nous forcent à contempler ce que nous en avons fait ; le vieux-Monde est devant eux, qui leur bouche l'avenir.

Les élections européennes ont eu lieu et l'on est presque soulagé que les droites extrêmes ne soient pas en mesure de constituer un groupe unifié. Pour autant, sans groupe majoritaire, le Parlement européen va devoir fonctionner au gré d'alliances circonstancielles, sans orientation claire, sans feuille de route.

Fait aggravant, la puissance américaine nous met au pied du mur. Après s'en être pris à la Chine et à l'Iran, après avoir contraint les entreprises européennes à se plier à des lois unilatérales, Donald Trump s'apprête sans doute à menacer commercialement l'espace européen. Et il n'aura échappé à personne qu'en face de lui, l'Europe a des problèmes de *leadership*, entre rébellion des « petits » pays et désunion du « couple » franco-allemand.

Et voilà que la Commission décide de signer l'accord Mercosur, au moment où les postes-clés de la présidence des institutions ne sont pas distribués, comme si la vacance de pouvoir n'avait aucune importance, et comme si les critères de respect de l'Accord de Paris sur le climat n'étaient pas en cause.

Alors, faut-il désespérer et laisser se poursuivre les fractures ? La construction européenne nous est plus nécessaire que jamais. Sa force, pour peu qu'elle s'y tienne, ce n'est ni le jeu de jambe ni l'uppercut, c'est la stratégie du Sumo.

La stratégie du Sumo consiste à s'appuyer solidement sur notre socle : éthique, climatique, industriel, social, régulateur... ce que nous appelons notre « camp de base ». Notre espace doit être suffisamment structuré pour que ceux qui s'y intéressent soient conduits à en adopter les règles et les valeurs (RGPD, fiscalité des plateformes, stratégie bas carbone...). À condition de ne pas, justement, détruire ces institutions précieuses que sont les instances de dialogue, de ne pas se tromper en dérégulant... À ces conditions, nous saurons faire respecter les valeurs auxquelles nous tenons. ☞

## LIBRE PROPOS

p. 4 **Changer l'esprit et la méthode, c'est urgent**, Philippe Herzog

## DÉCRYPTAGE POLITIQUE

p. 6 **Élections européennes : comment passer du dire au faire ?** Marcel Grignard

p. 8 **L'Europe sera souveraine ou ne sera pas**, Dominique Riquet

p. 9 **« Nous avons besoin de politiques transnationales »**, Damian Boeselager

## UNION EUROPÉENNE ET SOUVERAINETÉ

p. 10 **Oui, un capitalisme européen est possible**, Mario Telò

p. 12 **Pour une souveraineté européenne du numérique**, Benoît Thieulin

p. 13 **L'enjeu de souveraineté culturelle**, Jean-Noël Tronc

p. 14 **La défense européenne, une ambition pour un avenir commun**, Général Jean-Paul Paloméros

## BREXIT

p. 16 **Brexit : retour à la case départ ?** Anand Menon

p. 17 **La sortie de crise est-elle possible ?** Simon Fraser

## SOCIÉTÉS CIVILES EN SURSAUT ?

p. 18 **Nationalismes : l'UE prise d'assaut ?** Dominique Vidal

p. 20 **« Nos démocraties ne peuvent fonctionner sans processus de médiation »**, M. Grignard et C. Rolin

p. 23 **Le meurtre d'un journaliste comme déclencheur du soulèvement de la société civile slovaque**, Hana Mravcova

p. 24 **Pourquoi l'Europe doit soutenir la révolution pacifique au Soudan**, Dame Rosalind Marsden

## EUROPE ET HISTOIRE

p. 26 **L'Europe et la paix : une révolution douloureuse**, Alain Lamassoure

p. 28 **« La fin de l'idée de l'Europe ? »**, Patrick Boucheron

## LECTURES

p. 30 **Penser une Europe pleinement politique**, Clotilde Warin

p. 30 **L'Europe à travers les grands textes**, C. W.

## VIE DE L'ASSOCIATION

p. 31 **Projet Solidarity à Prague : permettre aux jeunes d'exprimer leur européanité**, Lorène Weber

## CONFRONTATIONS EUROPE LA REVUE

Fondée par Philippe Herzog et Claude Fischer. Directeur de la publication : Marcel Grignard • Rédactrice en chef : Clotilde Warin • Iconographie : Alexis Couette • Secrétariat de rédaction : Alexis Couette • Comité de rédaction : Marcel Grignard, Philippe Herzog, Hervé Jouanjean, Édouard-François de Lencquesaing, Anne Macey, Patrice Péliissier, Édouard Simon, Jérôme Vignon, Clotilde Warin • Adresse : 227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris • Tél. : 00 33 (0) 1 43 17 32 83 • Fax : 00 33 (0) 1 45 56 18 86 • Courriel : [confrontations@confrontations.org](mailto:confrontations@confrontations.org) • Internet : [confrontations.org](http://confrontations.org) • N° CP : 0419 P 11 196 • N° ISSN : 1955-7337 • Réalisation : C.A.G., Paris • Imprimeur : R.A.S. (95) • Illustration de couverture : © Frédéric Florin/AFP • Légende de la photo de Une : Lors de l'hymne européen joué pendant la session inaugurale du Parlement européen, les députés du Brexit Party ont tourné le dos à leurs collègues et les députés RN sont restés assis.

# CHANGER L'ESPRIT ET LA MÉTHODE, C'EST URGENT



**Philippe Herzog**  
Président fondateur

“ Les citoyens comprennent mieux que l'Union est un enjeu politique. ”

L'Europe doit relever de formidables enjeux dans un monde qui a profondément changé, mais lors des élections de mai on n'a pas parlé des options à prendre, exception faite de l'écologie, et encore, de façon superficielle. J'ai vécu cela comme un manque de respect des citoyens, un déni de démocratie. Les dirigeants du pays et les médias nous ont demandé de choisir entre les pro-européens et les populistes, puis de rejouer un match opposant le président de la République à la présidente du Rassemblement national. Au lieu d'une appropriation collective préalable des changements à opérer, les programmes des partis politiques n'ont offert que des catalogues supposés répondre aux désirs des électeurs nationaux.

## Un rendez-vous électoral manqué

Les institutions européennes ont prouvé leur résilience en improvisant face à une succession de crises, mais en même temps elles ont perdu beaucoup de temps alors qu'il nous est compté. L'Europe prend l'eau dans un monde radicalement nouveau où les rivalités des puissances, les dysfonctionnements de l'économie globale et les dérèglements climatiques sont criants. Or la capacité d'action politique de l'Union est clairement insuffisante. Il y a 30 ans, le sociologue américain Francis Fukuyama annonçait la fin de l'histoire, présentée comme le triomphe du marché et de la démocratie occidentale. 30 ans après, nombre d'entre nous savent que ce triomphe était un leurre, et pourtant les dirigeants européens semblent rester dans l'illusion ; ils déplorent que le libéralisme soit en danger mais se contentent de corrections marginales, les désaccords entre les États membres de l'Union se sont aggravés et leur coopération est en phase dépressive.

Sur tout le continent la participation aux élections européennes a sensiblement augmenté. Les citoyens comprennent mieux que l'Union est un enjeu politique. Ils savent qu'il serait dangereux de rompre les interdépendances qui se sont créées et la grande majorité veut rester dans l'Union et dans l'euro. Mais cette participation électorale n'est pas du tout un *satisfecit* pour les dirigeants des partis se désignant comme pro-européens, c'est le moins qu'on puisse dire.

Alors que nos sociétés se décomposent et que la fragmentation s'aggrave, une refondation de l'Union est nécessaire. Or, l'agenda du Conseil n'a pas cette ambition et n'a de stratégie que le nom. Les personnalités choisies pour diriger les institutions sont de qualité mais on peut regretter que Michel Barnier n'ait pas été retenu pour présider la Commission. Faisant l'unanimité à l'Est comme à l'Ouest, il aurait consulté les gens sur les grandes orientations à prendre et voulu sortir de la gouvernance technocratique.

## L'Europe n'appartient pas à une élite politique, elle doit être l'affaire de tous

Il faut changer d'esprit : redéfinir le projet européen, identifier ce que nous voulons faire ensemble pour redonner confiance en une Europe capable de recréer un horizon de paix et de prospérité. Il faut changer de méthode : cela ne peut se faire qu'avec la compréhension et la participation des populations. Le grand écart qui s'est creusé dans chaque pays entre le peuple d'en bas et le peuple d'en haut corrompt le sentiment d'appartenir à une Communauté. L'élargissement aux pays de l'Est est un formidable atout, nous obligeant à repenser la cohésion et la durabilité des projets communautaires. Car les grands États occidentaux – qui ont fait la loi – sont les premiers responsables de la crise actuelle. Faire richesse des diversités et bâtir des solidarités doit être la nouvelle ligne de conduite. Au Conseil européen il ne doit pas y avoir de grands et de petits États, tous comptent. La Commission doit acquérir plus d'autonomie et d'autorité politique, en disposant d'une capacité de prospective et d'élaboration des intérêts stratégiques communs. Ceci exige d'elle et du Parlement européen qu'ils se rapprochent des entreprises, des collectivités territoriales, des associations pour que les projets d'investissement et les solidarités se forment sur le terrain, se partagent dans des réseaux de coopération et se fédèrent dans toute l'Europe.

Emmanuel Macron a avancé l'objectif d'une « *souveraineté européenne* ». Je l'ai trouvé intéressant mais je ne pense pas que ce soit la bonne façon de viser la cible. Il ne prend pas en compte la contradiction entre une souveraineté européenne à former et

l'exercice de leur souveraineté par les États. Ainsi l'État français tient à garder la sienne dans tous les domaines et la France perd son crédit quand elle donne la leçon aux autres. Le bon objectif c'est le partage de biens communs, de politiques communes. Le chemin ce sont les coopérations et les solidarités à même de réaliser deux grands objectifs à l'échelle de l'Europe : une autonomie stratégique et un nouveau régime de croissance.

### Une autonomie stratégique

L'Europe a choisi l'ouverture au monde sans définir ses propres choix collectifs ; elle a dilué son marché intérieur dans le marché mondial, mais aujourd'hui les demandes de protection fusent au sein de chaque nation. L'Union cherche à conjuguer ouverture et protection, mais il faut d'abord redéfinir son rapport au monde. Car l'Europe est dépendante des États-Unis dans tous les domaines, alors que ceux-ci s'engagent dans une stratégie unilatérale de confrontation avec la Chine et d'autres États, lourde d'insécurité et de menaces pour tous.

L'Europe va devoir choisir : rester dans la logique d'un bloc occidental, ou rompre avec la logique des camps antagonistes et construire une coopération durable entre elle et toutes les régions du monde. Cela suppose qu'elle définisse ses intérêts et se dote des attributs d'une puissance publique pacifique dans un monde devenu multipolaire : maîtrise de grandes infrastructures de biens publics sur notre continent, promotion d'un rôle global de l'euro et d'un véritable budget. Il faudra apprendre à dialoguer et coopérer avec la Chine, et engager les Européens à fond en Afrique. Ce continent connaît une croissance démographique impétueuse et fait face à des besoins matériels et humains immenses. L'Europe parle de codéveloppement avec lui mais notre engagement est dérisoire, faute d'investissements massifs sur place et de multiplication de solidarités humaines et productives. La peur des migrations doit faire place à l'accueil et à la valorisation de mobilités circulaires de formation, d'emploi, et d'entrepreneuriat. De même, le dialogue avec la Russie et nos autres voisins pour établir des coopérations durables est d'intérêt stratégique vital pour l'Europe.

### Un nouveau régime de croissance

L'impératif écologique est fondamental et il est urgent de s'y attaquer à fond. L'Union de l'énergie est en échec et la COP21 s'annonce comme un autre. La dépendance de l'Europe à l'usage de combustibles fossiles s'est fortement accrue depuis les années 2000,

et les émissions de CO<sub>2</sub> augmentent bien que notre croissance soit faible. Les solutions ne se réduisent pas à un verdissement du capitalisme associé à une coordination inter-étatique incantatoire. Comme l'a dit l'économiste Dieter Helm après que les États ont proclamé un objectif de zéro émission de carbone en 2050 : « *Si vous voulez réellement faire ça... il faut sortir des starting-blocks en courant... c'est un gigantesque défi industriel !* ». Or le chemin de l'écologie n'est pas un chemin de roses. Il suppose des sacrifices, des disruptions majeures dans nos modes de vie et de production avec des risques d'inégalités encore accrues, comme l'a souligné à son tour l'économiste Jean Pisani-Ferry. La contradiction entre l'écologie et le social ne peut être résolue qu'à l'échelle du continent avec une stratégie d'innovation et d'investissement dans tous les grands domaines de biens publics – énergie, transport, habitat, mais aussi formation, emploi, information, santé. Élever les compétences et les capacités de création et d'activité de tous sans élitisme ni exclusions, est impératif. Peut-on faire cela dans un contexte de disruption technologique majeure avec l'intelligence artificielle quand l'Europe est sous la tutelle des géants américains du numérique, qui provoquent une addiction consumériste, et quand elle est appelée à choisir son camp dans la guerre technologique entre États-Unis et Chine ? Au cœur de l'agenda communautaire, il faut une stratégie industrielle associée à une perspective collective de plein-emploi des capacités humaines, de nouveau mode de productivité et d'efficacité sociale.

### Identifier l'Europe comme un bien commun

Comme d'autres, je m'emploie depuis des années à poser la question centrale de l'identité européenne. Chaque individu doit pouvoir s'identifier à une Europe en mouvement, à une Union devenant communauté politique. Ceci implique des capacités personnelles d'éducation, d'information et d'expérience de la relation avec d'autres Européens. Ceci implique de s'attaquer aux inégalités fondamentales qui renvoient à un échec systémique du capitalisme et du cadre démocratique en Europe. L'identification des gens à leur communauté nationale est toujours première, mais elle ne doit plus faire écran entre l'Europe et nous, faute de connaissance des autres et de projets avec eux. Mobilisons-nous pour repenser et refonder notre Europe, exigeons de nos élus et dirigeants qu'ils sollicitent chacune et chacun. C'est urgent. 🇪🇺

Philippe Herzog, 4 juillet 2019

“ Le bon objectif c'est le partage de biens communs, de politiques communes. ”

# ÉLECTIONS EUROPÉENNES : COMMENT PASSER DU DIRE AU FAIRE ?

Au lendemain des élections au Parlement européen, les tractations pour dénouer la complexe équation de la répartition des responsabilités dans l'ensemble des institutions sont abondamment commentées. Et ce n'est pas une question anodine. L'essentiel reste cependant le sens et le contenu des politiques européennes attendues dans ce nouveau mandat et il nous semble utile d'éclairer ce questionnement en partant du vote des citoyens européens.

**Q**uels sont les résultats marquants des élections européennes ? La hausse inattendue et bienvenue de la participation et la progression du vote en faveur des écologistes. Cette hausse de la participation traduit la prise de conscience des citoyens européens de la dimension mondiale des enjeux qu'il s'agisse des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, du dossier Iran/États-Unis, des conséquences des dérèglements climatiques de plus en plus visibles à l'échelle de la planète. La prise en compte de l'importance des enjeux environnementaux bénéficie aux écologistes mais influence aussi plus largement le contenu des programmes de la plupart des listes. Les électeurs signifient ainsi aux dirigeants européens que pour faire face il faut agir ensemble faute de quoi L'Europe sera réduite à l'impuissance : ils formulent une attente, celle d'une Europe « Puissance Publique » capable de préserver les « biens communs », de s'engager vers un nouveau mode de développement et de peser sur les conditions des échanges internationaux. C'est, de notre point de vue, une exigence forte pour le mandat qui s'ouvre garant de résultats solides et marquants.

L'autre grand enseignement de ces élections, c'est l'affaïssement des deux principaux groupes du Parlement européen – le PPE et S&D – qui, depuis l'origine, ont joué un rôle central et historique dans la construction européenne. Une page se tourne. Il leur faudra dorénavant composer avec le groupe Renew Europe (RE) – les Libéraux et centristes de l'ex-ALDE – et les écologistes (mais sans certitude à ce jour que ces derniers soient partie prenante de cette majorité). Cette recomposition des forces devrait conduire les députés à bâtir une vision politique et un projet stratégique partagés



Au QG de Yannick Jadot à l'annonce des résultats le 26 mai.

mais le risque d'une succession de compromis liés aux rapports de force qui s'exprimeront sur chaque dossier n'est pas à écarter.

## Paysage politique très éclaté

Le recul, voire l'effondrement dans certains pays, des principaux partis de gouvernements, touche pratiquement tous les pays de l'Union confirmant la profondeur de la crise du politique. Ces élections ont aussi été marquées par la consolidation à un haut niveau de partis nationalistes ou anti-européens.

Le vote des Européens dessine un paysage politique très éclaté, hétérogène, instable marqué par la volatilité de l'électorat. Les fractures sont lisibles tout d'abord à l'intérieur de chacun de nos pays : la Bretagne et la Provence-Côte d'Azur apparaissent comme des miroirs inversés ; tout comme la Flandre et

la Wallonie ou les grandes agglomérations et les régions rurales d'Europe centrale notamment. Elles sont plus visibles encore si l'on compare les pays : le vote écologiste se concentre dans quelques États membres (Allemagne, France, Pays-Bas, Autriche, Irlande...) tandis que les partis nationalistes et anti-européens remportent de forts suffrages en Pologne, en Italie, en Suède, en Belgique ; en Hongrie, le Fidesz de Viktor Orbán rafle même 56 % des voix.

Des élus, issus de partis majoritaires dans leur pays, ne se retrouveront pas dans les groupes majoritaires au Parlement européen. La Ligue de l'Italien Matteo Salvini va retrouver les élus du Rassemblement national au sein du groupe rebaptisé « Identité et Démocratie » qui regroupera 73 députés. D'autres groupes s'avèrent très hétérogènes (RE, le PPE et sa composante Fidesz,

les Verts allemands et français très différents culturellement). C'est un risque supplémentaire de désunion, de tension contre-productive entre Parlement, Commission et Conseil de l'UE. Un contexte où l'impératif de définir des coopérations renforcées pour sortir des blocages risque d'accroître les fractures.

Risque de désunion doublé d'un risque démocratique. Les clivages politiques recouvrent globalement les fractures économiques et sociales au sein des États membres. Une bonne partie des citoyens « inclus » forment les électeurs des groupes de la majorité du Parlement européen ; cette majorité devra être en capacité de déborder de son électorat pour mettre en place des politiques européennes inclusives répondant aux besoins de ceux qui vivent des situations difficiles. L'Europe est confrontée à la crise de la démocratie représentative et sa refondation ne se fera pas sans les citoyens. Les consultations citoyennes sur l'Europe, organisées d'avril à octobre 2018, témoignaient de cette prise de conscience mais elles se sont ensablées. Les campagnes électorales ont été très nationales (la revendication d'un SMIC européen tient du surréalisme) et à distance des lignes de force portées par les groupes du Parlement dans lesquels se retrouvent les élus. Reconnecter les choix européens aux attentes des électeurs, parvenir à impliquer la société civile organisée sont les défis d'une Europe toute entière plongée dans une crise de la démocratie de représentation. Inventer des formes de démocratie participative à articuler avec un renouveau des démocraties de représentation est le bon schéma général, le

décliner concrètement est une autre histoire. A l'échelon européen, cela consiste notamment à marier des formes de décision « descendantes » (qui est là la marque de fabrique des institutions) avec des formes « montantes ». C'est une tâche rude à laquelle doit s'attaquer le nouveau Parlement européen et qui doit le conduire à nouer une nouvelle relation avec les Parlements nationaux. Il s'agit de donner à voir la dimension européenne comme une plus-value des politiques nationales.

### L'attente d'Europe : dépasser les désunions pour faire ensemble

Il faut voir, dans la hausse de la participation aux élections, une attente d'Europe qu'il convient de ne pas décevoir. Or, l'Europe paraît bien fragile alors que s'effrite le multilatéralisme et que les institutions internationales sont menacées d'inefficacité. L'Europe menace de décrocher sur des pans entiers des nouvelles technologies face à des concurrents boostés par leurs puissances publiques et portés par de stratégies de conquêtes.

Pendant, la prise de conscience progresse, pour preuve le besoin de « politique industrielle » est installé dans le débat tout comme s'impose l'idée de « souveraineté européenne ». Il va falloir passer du concept à la concrétisation dans des domaines-clés qu'il s'agisse de l'énergie, du numérique, de la cyber-sécurité ou de la défense.

Il s'agit de dépasser les intérêts particuliers, les approches cloisonnées pour mener une politique cohérente. Avec pour ambition de :

- combattre le repli sur soi pour reprendre

ensemble les commandes dans une transition du monde difficile ;

- assurer une cohérence des objectifs et des moyens :
  - marché intérieur/concurrence/rerelations commerciales/rerelations de voisinage/partenaire-riat de codéveloppement avec l'Afrique,
  - recherche/investissements long terme/investissements sociaux/politique industrielle/éligibilité aux financements communautaires,
  - rôle de la puissance publique/coopérations entre les acteurs économiques.

L'objectif européen de parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050 est prometteur, il peut être mobilisateur et nous assurer un *leadership* mondial. C'est un objectif qui n'est pas encore partagé par tous les pays de l'Union. Dépasser les oppositions, rassembler tous les Européens ne sera possible que si l'on sait entendre ce qui motive les réticences et si l'on sait prendre en compte la diversité des trajectoires nationales.

### L'opportunité d'un nouveau mode de développement

Il faut parallèlement clarifier ce que doit être une prise en compte des enjeux environnementaux et sur ce sujet comme sur les autres, ne pas s'enfermer dans une approche dogmatique. Admettons la grande complexité des problèmes, arrêtons de croire ou de faire croire que des solutions simples permettent la maîtrise du climat, la protection de la biodiversité, la gestion des ressources rares et celle des déchets... tout en assurant cohésion et inclusion sociale. La transition vers une économie conjuguant compétitivité, cohésion sociale et environnement, c'est bien autre chose que le verdissement des investissements. Une économie décarbonée implique très probablement un accroissement de la consommation d'électricité en remplacement d'énergies fossiles et des investissements d'infrastructures considérables sans parler de l'impératif de sécurité d'approvisionnement pour les utilisateurs à l'horizon 2050.

Je reste convaincu que l'Europe a des atouts, qu'elle ne part pas de rien, mais aussi qu'être lucide sur ses limites est le moyen de progresser. 

**Marcel Grignard**, président de Confrontations Europe

## CONFRONTATIONS EUROPE NOTRE AMBITION POUR L'EUROPE

Nous avons décidé d'aborder ce nouveau mandat de l'Union européenne en posant la question d'un « capitalisme européen » avec l'ambition de dépasser nos modèles nationaux qui nous enferment dans des concurrences destructrices ; pour que les Européens engagent des coopérations fructueuses traduisant leurs valeurs dans un monde radicalement différent de celui dans lequel elles se sont forgées.

Ce fil rouge guide nos travaux :

- » **Nous fondons nos travaux sur les acteurs** : les entreprises avec leurs parties constituantes et leurs parties prenantes, les territoires et plus largement la société civile structurée, les jeunes (apprentis, à la recherche d'un emploi).
- » **Nous nous concentrons sur les dimensions sectorielles** : industrie financière, énergie, numérique, enjeux de défense...
- » **Nous analysons les enjeux des politiques européennes de façon globale** : l'euro, le marché intérieur, les relations commerciales, la politique de voisinage...

M. G.

# L'EUROPE SERA SOUVERAINE OU NE SERA PAS

**Dominique Riquet**, député au Parlement européen au sein du groupe ALDE depuis 2009, a été réélu sur la liste Renaissance (MRSL) le 26 mai dernier. Il rejoint les rangs du groupe centriste rebaptisé désormais Renew Europe, dont il est l'un des vice-présidents. À l'aube de cette nouvelle mandature, il revient pour Confrontations Europe sur les trois chantiers prioritaires de la législature.

**A**fin d'appréhender les grands enjeux de cette nouvelle législature pour le Parlement européen, il est nécessaire de revenir sur les changements qu'ont apporté les élections européennes.

Marquées par une participation inédite à travers le continent européen, ces élections ont mis un terme au bipartisme majoritaire qui dominait au Parlement depuis les premières élections en 1979. Ce duopole historiquement assuré par les conservateurs (le PPE) et les socialistes (S&D) n'est plus, et de nouvelles lignes de démarcation semblent remplacer la traditionnelle opposition « droite-gauche ». Se dessine plutôt un nouveau clivage avec d'un côté les progressistes, pro-européens, attachés aux valeurs républicaines et démocratiques, et de l'autre, les populistes, détracteurs de l'Union européenne et séduits par le repli nationaliste.

Sans majorité traditionnelle, il s'agit désormais pour le Parlement de former une coalition sur la base de ce noyau progressiste. La tâche se révélera difficile - s'entendre à quatre groupes (PPE, S&D, Verts et les Centristes de Renew Europe [ex-ALDE]) plutôt qu'à deux, nécessitera davantage de diplomatie - mais pas impossible. Les parlementaires européens sont particulièrement entraînés à composer avec la diversité (politique, géographique, économique, culturelle etc.) de leurs collègues, afin que d'équilibres diplomatiques subtils se dégagent des compromis politiques solides.

Du côté des forces populistes en revanche, et malgré des annonces répétées pendant la campagne, le raz-de-marée n'a pas eu lieu, et les partis eurosceptiques peinent à se rassembler en une grande coalition cohérente. Rien de très surprenant : ces partis aux ADN natio-

nalistes s'accrochent difficilement des coopérations européennes, même populistes. En tout état de cause, les forces populistes et eurosceptiques ne seront pas en mesure de changer la donne.

C'est donc bien sur cette coalition d'idées progressistes, que l'essentiel du projet politique du Parlement européen va se fonder, et nous pouvons, dès à présent, selon moi, dégager trois grands chantiers à réaliser.

Tout d'abord, l'urgence environnementale, qui devient chaque jour plus impérieuse, nous oblige à nous réinventer. À cet égard, il est impératif de comprendre que la transition écologique est nécessairement une transition économique et que seule une réponse européenne peut être à la fois cohérente et satisfaisante. En témoignent par exemple les propositions que nous avons portées sur la taxation du kérosène ou la taxe carbone. En ce sens, le Parlement porte une lourde responsabilité : les efforts vers cette transition sont à intensifier et chaque député européen doit être à la hauteur de cet enjeu.

Opérer cette transformation économique nous oblige à améliorer le fonctionnement du marché unique et à renforcer la coordination des politiques publiques nationales. En particulier, la recherche de la convergence sociale et fiscale devient impérative. Pour y parvenir, il nous faut éliminer un verrou institutionnel - la règle de l'unanimité au Conseil sur ces questions - qui est bien souvent le clou sur le cercueil des idéaux européens.

Enfin, la souveraineté. Pour perdurer, l'Union doit gagner sa souveraineté, le reste n'est que commentaire. Tous les dossiers futurs aborderont cette problématique. On pense bien évidemment aux domaines traditionnels de la souveraineté : la mise en

place d'une véritable politique européenne de défense, de l'immigration, et des thématiques plus récentes, comme la lutte contre le terrorisme ou la cybercriminalité. Mais la notion de souveraineté européenne traverse tous les pans de notre société : l'industrie, afin de permettre l'émergence de champions européens capables de rivaliser avec les géants mondiaux, l'énergie afin de réduire notre dépendance aux combustibles fossiles importés ; l'instauration d'une véritable réciprocité dans l'accès aux marchés ; l'union monétaire ; la régulation et la taxation des GAFAM, la fin du dumping environnemental avec nos partenaires commerciaux... La souveraineté européenne devra être le fil conducteur de notre réflexion dans ces dossiers.

Urgence environnementale, convergence sociale et fiscale, souveraineté : on le comprend, tous ces enjeux sont interconnectés, indissociables et nécessitent d'être conjointement appréhendés et traités afin d'y apporter une réponse efficace et cohérente au niveau de l'Union. Car un même état de fait s'impose à nous tous : l'Europe est la seule échelle pertinente pour traiter de toutes ces questions au sein de la mondialisation. Comme le prophétisait déjà Paul-Henri Spaak, « *il existe deux sortes de pays européens. Ceux qui sont petits et qui en ont conscience, et ceux qui n'en ont pas encore conscience* ». Or, par un saut qualitatif, l'Europe saura sortir grandie et l'Union renforcée. C'est là le vœu politique que j'exprime pour cette mandature qui débute. 



**Dominique Riquet**, député européen, vice-président du groupe Renew Europe

# « NOUS AVONS BESOIN DE POLITIQUES TRANSNATIONALES »



© DR

Le Parlement européen, qui vient d'être élu, compte 61 % de nouveaux députés.

**Damian Boeselager**, élu eurodéputé en Allemagne en fait partie. Âgé de 31 ans, il est aussi issu d'une nouvelle formation : le parti transnational Volt Europa, qu'il a cofondé en 2017. Damian Boeselager, qui siègera au sein du groupe des Verts au Parlement européen, a accepté de répondre aux questions de Confrontations Europe en amont de la première session du nouveau Parlement.

*Quelle est votre analyse des élections européennes ?*

**Damian Boeselager** : D'abord, Volt Europa a un siège, ce qui me rend évidemment très heureux. Ensuite, la participation en hausse à ces élections est une très bonne nouvelle, parce que cela prouve une hausse de l'intérêt général pour l'Union européenne, une meilleure appréhension de ce qu'il se passe en Europe, et une prise de conscience que nous ne devons pas céder le pas aux populistes de droite. Je citerais également la progression des partis verts par rapport aux partis plus traditionnels, comme cela a été le cas en Allemagne notamment.

*Quelles seront vos priorités en tant qu'eurodéputé nouvellement élu ? Quelles commissions parlementaires ou intergroupes comptez-vous rejoindre ?*

**D. B.** : Cela sera probablement confirmé dans les prochaines semaines, mais je souhaite vivement travailler au sein de la commission des affaires constitutionnelles (AFCO). Un des points très importants du programme de Volt, que nous avons défendu à travers le continent, est le besoin de réformer l'UE, et d'aller vers un fonctionnement de l'UE plus démocratique. Renforcer le statut des partis européens est pour moi l'une des priorités, et cela passe par une réforme électorale de l'UE, au vu des divergences criantes qui existent entre les différents États membres. En Italie, par exemple, il faut rassembler 150 000 signatures pour pouvoir se présenter aux élections européennes. En France, il faut environ un million d'euros, parce que les partis doivent imprimer eux-mêmes leurs bulletins de vote : s'ils ne

sont pas en mesure de le faire, ils sont tout simplement invisibles. Ce sont des barrières à la démocratie, et c'est pourquoi nous avons cruellement besoin d'harmonisation. Ce sera l'une de mes priorités au sein d'AFCO.

J'œuvrerai aussi pour que soient mis en place des changements en faveur d'une réelle démocratie parlementaire européenne, ce qui nécessite des réformes des traités plus conséquentes.

Les autres commissions parlementaires dont je souhaite faire partie sont celles reflétant le programme de Volt Europa, c'est-à-dire la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE), qui travaille sur l'avenir de la politique industrielle de l'Europe, et la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE), qui travaille sur la politique européenne d'asile et de migrations.

*En tant qu'élus d'un parti transnational, pensez-vous que le Parlement européen est mûr pour adopter une dimension plus transnationale ? Vous avez signé le manifeste de l'Union des fédéralistes européens en amont des élections, cela s'inscrit-il dans une stratégie transnationale ? Ferez-vous campagne pour des listes transnationales aux élections européennes de 2024 ?*

**D. B.** : En tant que parti transnational, nous avons évidemment une stratégie transnationale. Nous avons créé Volt car nous pensons que nous avons besoin de partis européens et de politiques transnationales : pour nous, le problème de l'UE est qu'elle est encore majoritairement conduite par des partis et des politiques nationaux, y compris au Parlement européen, et bien sûr au Conseil. De nombreux

intérêts nationaux différents sont défendus dans les institutions européennes, et il y a un manque de réponses européennes à un certain nombre d'enjeux.

De plus, notre vision est qu'il faudrait qu'un électeur ait un vote pour un eurodéputé de sa région ou pays, et un vote pour un parti européen. Nous militerons pour cela. Créer une liste transnationale avec les sièges laissés vacants par les eurodéputés britanniques après le Brexit, au lieu de les allouer à d'autres États membres, serait une première étape pour créer une sphère publique et un électorat plus européens. Mais c'est d'une réforme profonde dont nous avons besoin, et cela doit apparaître dans les traités et la loi électorale.

Ensuite, à travers les différents groupes, il y a des gens désireux d'améliorer le fonctionnement de l'Union, bien qu'ils aient des priorités différentes sur la manière dont cela devrait être fait. Je pense qu'il pourrait être très intéressant de discuter avec les différents groupes et les différents membres de ces groupes, pour trouver un consensus pour aller plus loin que l'Union actuelle. Sinon nous courrons le risque de voir l'UE se désintégrer davantage. Il faut oser aller vers plus de démocratie pour que les citoyens puissent voir comment la démocratie européenne fonctionne et est responsable devant leurs votes et leurs intérêts. C'est quelque chose que nous devons faire maintenant : cela est peut-être difficile, mais nous en avons assurément besoin. ☞

*Propos recueillis par Lorène Weber, chargée de mission au bureau de Bruxelles de Confrontations Europe*

# OUI, UN CAPITALISME EUROPÉEN EST POSSIBLE

Comment sauver le modèle socio-économique européen dans un monde compétitif et dangereux ? C'est cette question que pose le politiste **Mario Telò**, spécialiste des questions européennes, à heure où l'affirmation d'un capitalisme européen face aux États-Unis et à la Chine semble impérieuse. La voie sociale-démocrate peut-elle s'affirmer ?

Le thème de la singularité du capitalisme européen dans le cadre de l'économie mondialisée est pleinement légitimé par la recherche scientifique comparée. Le sujet avait été lancé au début des années 1990 par Michel Albert, qui, dans son livre *Capitalisme contre Capitalisme*, popularisa le terme de « capitalisme rhénan »<sup>(1)</sup>. Mais une nouvelle offensive des tenants de la thèse opposée, prônant la convergence vers le modèle américain, avait été rendue possible suite à la diffusion du « Consensus de Washington ». Ces prescriptions néolibérales de 1989 du FMI ont été diffusées d'abord par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, puis subies par plusieurs dirigeants, dans chaque continent. Cette pression pratique et idéologique vers la convergence s'est encore accrue avec la nouvelle vague de mondialisation qui a suivi l'effondrement de l'URSS. Non seulement les pays ex-communistes européens, mais aussi les capitalismes nationaux de l'Inde et du Brésil, et même la Chine de Deng Xiaoping ont changé leur agenda et sont allés vers la dérégulation, des privatisations et l'application de prescriptions néolibérales.

Jusqu'à quel point l'Europe également a-t-elle été affectée ? La présidence de Jacques Delors à la Commission (1985-1995) avait clairement indiqué une troisième piste à creuser, qui se situait entre l'acceptation de la pression néolibérale de la contrainte

*Concilier  
la construction du  
marché unique avec  
le dialogue social*

extérieure et le protectionnisme nationaliste représenté à ce moment-là par Jean-Pierre Chevènement. Cette piste était centrée sur le renforcement des politiques européennes communes conciliant la construction du marché unique avec le dialogue social et la mise



Signature de l'accord Mercosur-UE au Sommet du G20 à Osaka le 28 juin 2019.

en place d'une Charte sociale européenne. C'était le noyau de la voie social-démocrate à l'intégration européenne. Edmond Maire, Fritz W. Scharpf et Enrico Berlinguer lancèrent chacun des réflexions sur l'idée de formuler, dans ce cadre, une « austérité de gauche » afin de sauver les conquêtes sociales et d'approfondir les politiques de l'environnement en dépassant l'idée de l'identification simpliste de la gauche à la dette

publique. Il s'agissait en effet de transposer au niveau de la CEE/UE le modèle appliqué avec succès dans les pays scandinaves et notamment en Suède : accompagner l'ouverture au marché mondial et la révolution technologique par de fortes politiques publiques

visant la cohésion sociale et la défense de l'environnement, sans pour cela bouleverser les comptes publics. Grâce à l'impulsion politique de Antonio Guterres, et contrairement à la fragile « *third way* » de Tony Blair, la « Stratégie de Lisbonne pour la modernisation » (2000-2010) a constitué le point le plus avancé de l'application de ce modèle à l'échelle européenne. Bien sûr, cela a été facilité par la croissance et par le fait que douze des quinze gouvernements des États membres de l'UE étaient alors dirigés par des partis sociodémocrates. Jusqu'en 2007, cette politique économique fut un succès conduisant à une baisse du chômage à 7 % et à des progrès remarquables en faveur de la recherche (plus de 3 % du PIB) et l'innovation technologique, notamment dans les pays d'Europe du Nord et en Allemagne. Mais, la crise finan-

cière et économique globale de 2008-2016 semble avoir sonné le glas de la voie de la social-démocratie et redonner force aux idéologies et pratiques néolibérales<sup>(2)</sup>. Est-ce réellement le cas ?

### Culture social-démocrate

Une telle conclusion est contestée par de nombreux chercheurs qui soulignent que, malgré tout, les politiques de l'Allemagne, pays dominant, et de la Commission de l'UE étaient inspirées par d'autres courants culturels que le néolibéralisme : l'ordo-libéralisme interventionniste chrétien, la culture social-démocrate, les cultures française et scandinave fondées sur des politiques publiques et du dialogue social. À la fin de la crise, malgré les coupes, l'Union européenne représente toujours 50 % de dépenses mondiales en sécurité sociale, 24 % du PIB global, alors qu'elle ne compte que 6 % de la population de la planète. Jürgen Habermas a raison d'écrire que le « modèle social », malgré les crises multiples que traverse l'Europe, reste au centre de l'identité européenne. L'indice de Gini sur les inégalités<sup>(3)</sup> montre que l'Union européenne présente un taux nettement plus bas que les États-Unis et la Chine. La part de la richesse aux mains des nantis a augmenté pendant la crise mais beaucoup moins qu'aux États-Unis et la part des laissés-pour-compte, des travailleurs pauvres, s'est réduite moins fortement. Donc, même si nous constatons que partout le modèle est menacé, dans certains pays force est de constater qu'il résiste mieux que dans d'autres, notamment en Scandinavie. L'exemple européen fait l'objet de débats tant au sein des administrations américaines démocrates<sup>(4)</sup> qu'au sein des classes dirigeantes et de l'intelligentsia chinoises<sup>(5)</sup>.

Mais il n'y a aucun doute que, si ce modèle social reste isolé en Europe, il sera écrasé : il apparaît crucial d'en exporter certains traits, comme l'approfondissement du dialogue et de la coopération, sur un pied d'égalité, sur les autres continents et au sein des organisations régionales telles l'ASEAN, le Mercosur ou l'Union africaine. Défendre nos valeurs et nos standards contre les arrogants s'avère nécessaire. Et, suite à l'échec du Cycle de Doha mené sous l'égide de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), le seul instrument pour exporter des éléments quali-

ficatifs de notre modèle social et de vie, sont les accords commerciaux interrégionaux : bien sûr, il ne s'agit pas de simples accords classiques de libre-échange, mais de nouveaux accords régulateurs, d'accords de deuxième génération incluant des critères sociaux, environnementaux, l'accès aux marchés publics, le principe de précaution, la protection des produits typiques, ainsi que notre culture institutionnelle et multilatérale concernant la façon de gérer les conflits entre entreprises et pouvoirs publics.

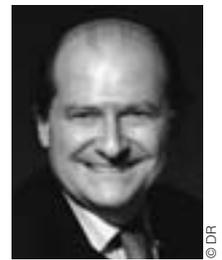
### La régulation du marché mondialisé est possible

C'est précisément l'opposé de ce que proposent les protectionnistes de droite (les protectionnistes de gauche sont idéologiquement subordonnés à l'extrême droite, inévitablement). C'est une voie difficile, bien plus que le simple libre-échange libéral, lui aussi refusé par Donald Trump ; mais cette prospective de régulation du marché mondialisé est possible, ainsi que les accords CETA, avec le Canada, la Corée et le Vietnam ou que celui signé avec le Japon l'ont très bien montré. D'autres accords sont en négociation avec l'ASEAN, le Mercosur et l'Australie. Ceux qui, en lieu de se battre pour les améliorer, s'opposent à cette ouverture accompagnée de politiques publiques courageuses, de facto, acceptent le scénario opposé : ils acceptent de fait que l'Europe, incapable de se protéger en restant unie et d'exporter

ses standards et valeurs soit divisée, marginalisée et devienne un terrain de bataille entre les mastodontes chinois et nord-américain.

Le modèle social a besoin d'une politique commerciale cohérente. Sinon, au nom de l'hypocrite souveraineté nationale, on renoncera à la seule chance de défendre et d'affirmer nos valeurs et intérêts, et on abandonnera la souveraineté de l'Europe, transformée en champ de bataille entre Américains et Chinois. ☞

Par **Mario Telò**, *politiste, président émérite de l'IEE de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et professeur à la Libera Università Internazionale degli Studi Sociali (LUISS) de Rome*



© DFF

1) À sa parution en 1991 *Capitalisme contre capitalisme* (Éd. Le Seuil) remporta d'emblée un immense succès : l'économiste Michel Albert défendait, dans cet ouvrage, l'existence d'un « capitalisme rhénan » plaçant les salariés au cœur du système et existant en Allemagne bien sûr mais aussi dans les pays nordiques ou au Japon, distinct du capitalisme anglo-saxon tourné vers l'actionnaire.

2) *Resilient Liberalism in Europe's Political Economy*, par Vivien A. Schmidt (Boston University) et Mark Thatcher (London School of Economics and Political Science), Cambridge University Press, 2014.

3) L'indice de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. Il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires sauf un seraient nuls.

4) Comme s'en fait l'écho Jeremy Rifkin (*Le rêve européen*, 2004) ainsi que des intellectuels chinois de premier plan comme Qin Yaqing (CFAU, Pékin), Ding Chun (Fudan) et Song Xinning (Un.Renmin, Pékin).

5) Selon l'économiste Ding Chun, directeur du Centre for Études européennes de l'Université Fudan de Shanghai.

### À LIRE

Dans *La place de l'Europe dans le monde du 21<sup>e</sup> siècle* publié par l'Académie royale de Belgique (Bruxelles, 2018) Mario Telò s'interroge, avec l'économiste André Sapir et l'historien Donald Sassoon, sur les changements intervenus en 2016 : du référendum sur le Brexit au nouveau président des États-Unis, en passant par la montée des populismes et l'évolution du système mondial avec l'émergence de la Chine, des nouvelles économies et d'un monde multipolaire instable.



L'Institut d'Études européennes de Paris 8 et l'Université libre de Bruxelles ont récemment consacré un *Liber Amicorum* à Mario Telò sous le titre *Rethinking the EU and its global role from the 20th to the 21st century*, paru aux Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019. Vingt-cinq intellectuels de trois continents y commentent et critiquent les ouvrages de Mario Telò sur la social-démocratie, l'UE et les relations internationales.

# POUR UNE SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE DU NUMÉRIQUE



**Benoît Thieulin**, ancien président du Conseil national du numérique, revient sur les principales conclusions de l'avis qu'il a présenté en mars au CESE, préconisant, face à l'hégémonie des plateformes américaines (GAFAM) et bientôt de leurs concurrentes asiatiques (BATX), une politique de souveraineté européenne du numérique.

**S**i l'outil numérique est porteur d'avancées indéniables dans de nombreux domaines, la « révolution tactile » a conforté dans l'Union européenne la position des géants américains du Web (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft - GAFAM) désormais talonnés par leurs homologues chinois (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi - BATX). Cette position dominante conjuguée à des pratiques commerciales voire éthiques très éloignées des principes auxquels l'Union est attachée induit un enjeu majeur en termes de souveraineté. Pour l'UE, replacer la souveraineté au cœur de son modèle numérique, c'est à la fois rétablir et faire respecter les règles d'une concurrence libre et équitable et lutter contre l'injustice fis-

cale, garantir et conforter la liberté de consentement et la neutralité du Net, lutter contre les contenus illicites ou encore réduire la fracture numérique. Il s'agit aussi pour l'UE de faire émerger sa propre voie, renouant avec les principes d'un internet ouvert et décentralisé, en soutenant les acteurs européens du secteur, en préservant le recours au logiciel libre et en se positionnant sur des technologies prometteuses telles que le calcul à haute performance, l'intelligence artificielle, l'internet des objets ou encore la *blockchain*. 

**Benoît Thieulin**, ancien président du Conseil national du numérique, membre de la section des affaires européennes et internationales du CESE (Conseil économique social et environnemental)

## LES AXES PRÉCONISÉS PAR LE CESE

### AXE 1 : Renforcer la régulation des plateformes numériques à l'échelle de l'UE

- ▶ Instaurer les conditions d'une concurrence équitable sur le marché numérique européen en accroissant les moyens de la Commission européenne en matière de lutte contre les abus de position dominante et en renforçant le travail de conviction et la construction d'alliances au niveau européen et international afin d'aboutir en 2020 à l'adoption d'un régime fiscal commun des grandes entreprises du numérique.
- ▶ Prendre en compte l'impact social et environnemental des plateformes numériques au niveau de l'UE et dans les États membres en concrétisant au niveau européen l'intégration des travailleuses et travailleurs collaboratifs au socle européen des droits sociaux et en encourageant aux niveaux national et européen les initiatives visant à faire émerger des modes de production plus durables.
- ▶ Garantir le respect des principes et des valeurs de l'UE dans l'économie des données ainsi que la neutralité du Net en renforçant le principe de consentement libre et explicite des utilisateurs et utilisatrices à la collecte et à l'utilisation de leurs données personnelles et en confortant le régime juridique de responsabilité des plateformes.

### AXE 2 : Favoriser l'émergence d'un écosystème conforme aux principes et aux valeurs de l'UE

- ▶ Mettre en place un environnement favorable à un écosystème numérique ouvert en Europe en harmonisant la réglementation applicable au commerce électronique transfrontalier et en renforçant la coopération en matière de cybersécurité entre l'UE, ses États membres et ses partenaires stratégiques.
- ▶ Soutenir le développement du numérique européen en accélérant la couverture de l'ensemble du territoire européen par les réseaux en fibre optique à très haut débit ainsi que par les réseaux mobiles de dernière génération, en définissant un socle européen commun de compétences et qualifications numériques, et en améliorant l'accès des jeunes entreprises européennes aux technologies numériques.
- ▶ Investir dans des solutions technologiques d'avenir afin de faire de l'UE d'ici 2020 un acteur majeur de l'économie des données en accélérant la mise en œuvre de l'initiative européenne sur l'informatique en nuage, en adoptant un paquet « intelligence artificielle et technologies de rupture », et en établissant au niveau européen les régulations fondamentales de l'usage des *blockchains* et des logiciels libres.

**B. T.**

# L'ENJEU DE SOUVERAINETÉ CULTURELLE

L'Union européenne détenait quatre des cinq marques de téléphone les plus vendues en 2003. Dix ans plus tard elle n'en avait plus aucune. Pourquoi ? **Jean-Noël Tronc**, directeur général de la Sacem, revient sur cet enjeu nécessaire de souveraineté européenne, marquée dans le domaine du numérique par une belle victoire, celle de la Directive sur le droit d'auteur.

L'Europe n'a pas dit son dernier mot ! En se rendant aux urnes plus nombreux que d'habitude – 51 % de participation aux Européennes contre 42,6 % en 2014 – les citoyens européens nous ont adressé un message clair : ils souhaitent garder le contrôle de leur destin, et continuer à peser sur les grandes décisions qui dessineront l'avenir commun de nos 27 pays membres.

Leur choix renforce notre souveraineté européenne, à l'heure où se multiplient les défis : maîtrise de nos frontières et de nos flux migratoires et commerciaux, indépendance de notre politique énergétique et écologique, régulation du secteur numérique... Autant d'enjeux qui placent les pays européens devant la même alternative : soit se replier sur l'échelon national et prendre le risque de la cacophonie et de l'éparpillement, soit rassembler leurs forces et se coordonner pour changer le cours des choses. Plus que jamais, l'Union européenne apparaît comme une échelle d'action indispensable pour mettre en œuvre nos politiques de demain.

Mais attention : si ce vote peut nous réjouir, il nous place face à nos obligations également. L'Union européenne a encore du chemin à parcourir avant d'exercer pleinement la responsabilité qui est la sienne, et d'être à la hauteur des espoirs que nous plaçons en elle. Les bonnes intentions ne suffisent plus, ni les ambitions sans moyens.

Pour qui veut comprendre l'ampleur de la tâche qui nous attend, l'exemple du secteur numérique est intéressant. En 2003, l'industrie européenne des télécoms était la première au monde, et comptait quatre des cinq marques de téléphone les plus vendues. En 2013, plus aucune d'entre elles n'est européenne. Que s'est-il passé ? L'Europe a sacrifié sa souveraineté numérique sur l'autel d'un consumérisme de court-terme. En demandant aux opérateurs de réduire drastiquement leurs marges, et en les soumettant à un système d'enchères très coûteux pour l'attribution des fréquences 3G, elle a contribué à affaiblir leur position au



sein de notre industrie numérique et culturelle. Résultat : les géants internationaux ont eu les mains libres pour rendre incontournables leurs canaux et leurs contenus, dans tous les États membres. Aujourd'hui, si vous regardez un film ou une série sur Netflix, vous consommez probablement un contenu culturel américain, diffusé sur un terminal qui a été fabriqué en Asie. Cette internationalisation remet en cause notre écosystème de création culturelle, mais également notre capacité à imposer aux acteurs numériques « nos » normes et « nos » règles sur un certain nombre de sujets essentiels pour la démocratie, comme l'égalité face à l'impôt ou la responsabilité éditoriale liée aux contenus haineux et aux fausses informations.

## Vision irénique de la mondialisation

Sur l'enjeu de la souveraineté numérique comme sur d'autres, l'Union européenne a été trop naïve. Elle a voulu casser les prix au moment où la Chine développait son propre réseau internet semi-fermé, et où les États-Unis cadenassaient leur marché intérieur avec un droit de la propriété intellectuelle très protecteur. Nous jouons encore avec des règles du jeu que plus personne ne respecte, et qui relèvent d'une vision irénique de la mondialisation : un monde où tous les pays ouvriraient leurs marchés en toute bonne foi et en toute transparence, grâce à des accords de libre-échange parfaitement équilibrés. Mais ce monde n'existe plus, ni dans le numérique, ni dans la culture, ni ailleurs !

Nous devons regarder notre monde tel qu'il est, avec lucidité : un monde plus global et plus incertain, plus numérique et plus connecté ; où la logique de plateforme se substitue à celle de silos industriels, et où certains géants numériques font jeu égal avec les États. Dans ce monde-là, notre priorité doit être d'ouvrir les yeux sur le poids démocratique et économique de l'Europe, et de le mettre à profit pour tisser des relations véritablement équitables avec l'ensemble de nos partenaires : pays, entreprises, institutions internationales... À 27, nous serons bien plus forts pour changer les règles du jeu.

C'est ambitieux ? Oui, mais parfaitement réaliste. Le vote récent de la directive sur le droit d'auteur a montré que cette voie porte tous ses fruits. Ce texte essentiel va garantir aux journalistes, aux entreprises de presse, aux auteurs et aux artistes une meilleure rémunération de la part des grands acteurs de l'Internet commercial. Il prouve que l'UE est capable de se mettre en ordre de bataille pour protéger sa souveraineté économique et politique, et même donner l'exemple au niveau mondial, comme elle l'avait fait avec le RGPD<sup>1)</sup>. Nous savons maintenant que la démocratie n'est pas condamnée à seulement « s'adapter » à l'évolution de la technologie : nous détenons en nous-mêmes les ressources pour décider quel usage nous voulons en faire, et pour transformer nos choix en actes.

Il nous appartient désormais d'amplifier ce mouvement, afin de construire pierre après pierre l'Europe souveraine dont nous voulons pour demain. Entreprises, responsables politiques, acteurs de la société civile : ce défi doit tous nous rassembler, car il est la clé de notre avenir commun. 🇪🇺

Par **Jean-Noël Tronc**, directeur général de la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique)

<sup>1)</sup> Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est un règlement de l'Union européenne, mis en place en mai 2018, qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel.

# LA DÉFENSE EUROPÉENNE, UNE AMBITION POUR UN AVENIR COMMUN

Depuis 2017, les institutions européennes ont permis de faire avancer plusieurs dossiers dans le domaine de la défense avec la création du Fonds européen de défense ou l'initiative de Coopération structurée permanente. Le général **Jean-Paul Paloméros** analyse pour nous quel doit être l'agenda de la défense européenne alors que l'autonomie stratégique de l'UE apparaît plus que jamais essentielle.

**J**amais sans doute, depuis que ses pères fondateurs ont posé la première pierre de la construction européenne sur les ruines laissées par deux guerres mondiales, la question de la place de l'Europe, ou plus précisément de l'Union européenne sur l'échiquier géostratégique mondial, ne s'est posée en termes plus crus. Le choc des titans américain et chinois se concrétise désormais au quotidien tandis que la Russie, faute de trouver sa place au sein d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural », joue de ses atouts énergétiques, militaires et de sa stratégie d'influence pour déstabiliser une UE fragilisée, en particulier par les conséquences du Brexit. Les élections européennes qui viennent de se dérouler n'ont que très partiellement levé le voile sur ces enjeux géostratégiques qui cependant conditionnent l'avenir de l'UE et de ses futures générations. Aussi, nonobstant la dimension politique que revêtent les débats

sur le niveau d'intégration, l'immigration, ou encore l'écologie, certaines questions fondamentales restent-elles en souffrance. Dans ce sens, trois domaines connexes et stratégiques méritent une attention particulière car ils vont en grande partie définir le niveau d'ambition, le niveau d'autonomie, que les pays européens souhaitent conférer à l'Union qui les rassemble.

Il faut ainsi souligner l'absence d'une politique énergétique européenne commune, ou encore l'impact de l'innovation portée par la révolution numérique et qui représente un domaine où l'Europe a accumulé un lourd retard et *last but not least* la question lancinante de l'ambition de défense européenne qui est plus que jamais une condition sine qua non d'une quelconque autonomie stratégique comme ne cessent de nous le rappeler les grandes puissances de ce monde.

## La voie du *smart power* européen

Une politique énergétique commune fait aujourd'hui cruellement défaut à une Europe jadis fondée sur le charbon et l'acier. À ce titre comment ne pas souligner combien l'accès des États-Unis à leur autosuffisance énergétique (que bien peu d'experts avaient prédit) a changé la face du monde et combien la dépendance énergétique européenne et la disparité des stratégies énergétiques des États membres est un facteur de risques et de tensions en tous genres. C'est également une clé essentielle de la question environnementale si l'Europe veut prendre toute sa part de ce défi mondial. Associée à l'équation énergétique, devraient être abordées en commun les conditions d'accès des Européens aux matières premières et aux métaux rares, si précieux pour maintenir une industrie compétitive, en particulier pour la défense. De même, chaque jour s'amplifie la rupture, la

fracture même, que provoque l'innovation poussée par la révolution numérique et qui pourrait à très court terme entraîner une dépendance irréversible pour l'Europe, y compris pour sa défense. Mais que penser de cette défense européenne alors que la Grande-Bretagne, puissance nucléaire dotée d'armées modernes et aguerries, est sur le point de quitter le bateau de l'UE ?

À ce sujet, il faut cependant souligner que même si des vents favorables venaient à rapprocher les Britanniques de l'Europe continentale, leur attitude vis-à-vis de la question de défense Européenne ne changerait pas. L'attachement assumé à l'OTAN de la part des Britanniques ne date pas du Brexit, mais, au-delà de la défense collective, ce qui n'est déjà pas rien, il faut avouer que l'on ne voit pas bien jusqu'où ils souhaitent engager l'Alliance atlantique dans les questions de défense et sécurité qui concernent l'Europe en général. C'est en particulier le cas des menaces que représentent les stratégies hybrides, de la lutte contre le terrorisme, de la cyberdéfense, de la protection des moyens spatiaux ou encore de la bataille de l'information et de l'influence. Autant de questions qui doivent figurer en bonne place sur l'agenda de la défense européenne.

Ce serait une erreur profonde de refuser ces défis dont chacun représente un risque majeur pour l'UE, pour sa sécurité, pour sa cohésion, qui plus est lorsqu'ils sont combinés. Évidemment, certains pourraient rétorquer qu'investir dans ces domaines qui ne semblent pas au cœur de l'action militaire pourrait condamner l'UE au *soft power*, en quelque sorte. Bien au contraire, il s'agit de guider l'Europe vers une nouvelle forme de *smart power* équilibré et cohérent, et qui d'ailleurs constituera un levier puissant d'innovation,



Le général Paloméros lors des Entretiens de la Défense le 16 mai à l'Université Paris-Sorbonne.

bien au-delà du périmètre classique de la défense. En se dotant des moyens individuels et collectifs de développer les capacités propres à répondre à ces défis l'Europe renforcera son autonomie stratégique, améliorera la protection de ses intérêts vitaux et en premier lieu celle de ses citoyens. Et d'ailleurs, il convient de souligner que ces domaines sont tous investis par les grandes puissances, les Russes les ont en particulier érigés en élément central de leur stratégie globale de puissance associés, il est vrai, avec leurs capacités nucléaires et une certaine modernisation de leurs forces classiques. De même, la crédibilité de la défense européenne reposera sur le juste équilibre entre le nombre et la qualité. Pour paraphraser Staline, « *l'Europe combien de divisions ?* ». Combien certes, mais pour quoi faire ? En la matière, le contrat le plus exigeant est clairement celui imposé par la défense collective de l'OTAN aux 22 pays européens qui en font partie, contrat accepté à plusieurs reprises par les dirigeants de ces pays européens dont la France. Sans déflorer des éléments confidentiels qui figurent au sein du plan de programmation capacitaire de l'OTAN (NDPP), nous dirons pudiquement que le compte n'y est pas, ni sur le plan quantitatif, ni sur le plan qualitatif. Et c'est bien là le cœur du débat sur le « partage du fardeau » cher aux différents présidents américains, car, *volens nolens*, ce sont bien nos alliés d'outre Atlantique qui sont contraints de boucher les trous capacitaires, en particulier dans des domaines stratégiques (Défense anti-missile, Transport aérien stratégique, Renseignement stratégique, Drones de longue endurance...). Ainsi l'UE n'a finalement d'autre choix que de s'en remettre, au sein de l'OTAN, à son grand allié américain pour sa défense collective, situation d'ailleurs aggravée par la perspective du Brexit.

### Un effort de défense européen commun à consolider

C'est vrai, le tableau de la Défense européenne n'est pas tout rose mais objectivement il n'est pas non plus totalement sombre, et ce d'autant moins que l'on a senti, ces deux dernières années, au sein des institutions européennes la volonté de prendre enfin au sérieux ces questions de défense européenne au travers d'initiatives comme la Coopération structurée permanente ou encore le Fonds européen de



À l'une des tables rondes des Entretiens européens de la Défense : « Vers une armée européenne ? » le 16 mai dernier.

Défense. Trois remarques ou interrogations cependant : tout d'abord, il est dommage que ces mesures arrivent à la fin de la mandature de la Commission et du Parlement européen (mieux vaut tard que jamais), ce qui laisse malgré tout planer un doute quant à la suite. D'autre part, un Fonds européen de défense, très bien, une Coopération structurée permanente, parfait, mais une fois de plus, pour quoi faire ? Pour faire face aux défis de défense et sécurité évoqués supra ? Pour combler les déficits stratégiques identifiés par les Européens au sein de l'OTAN ? Ou seulement pour saupoudrer ces efforts afin que chacun puisse en bénéficier un petit peu ? Enfin une question non négligeable reste posée, le Fonds européen de défense constituera-t-il bien un effort collectif accepté par les pays européens en sus de leurs efforts nationaux qui sont en déjà, pour la plupart, en deçà de l'objectif agréé des 2 % de leur PIB ? L'avenir jugera.

En conclusion de ces réflexions sur la Défense européenne et d'une manière plus large sur son autonomie stratégique, projetons-nous dans un voyage hypothétique dans le futur.

Supposons que dans une dizaine ou une quinzaine d'années, le Conseil européen ou le Conseil de sécurité européen s'il voit le jour, poussé par les événements, par l'urgence d'une crise grave décide d'engager une opération majeure, dans le Sud de la Méditerranée par exemple. Supposons également que nos alliés américains pris par d'autres priorités ne souhaitent pas s'engager dans cette opération (sans

y être opposés cependant), et que les Russes, eux, y soient opposés et qu'ils aient par le passé fourni ou pré-positionné des moyens de déni d'accès modernes et efficaces dans la région. Supposons enfin, par réalisme, que la Turquie s'oppose, au sein du Conseil de l'Atlantique Nord, à l'emploi des structures de commandement de l'OTAN pour cette opération.

Qu'en sera-t-il alors de l'histoire de la défense européenne ? Aurons-nous su tirer parti des initiatives précitées ? Aurons-nous investi suffisamment et judicieusement pour garantir l'efficacité collective des forces européennes et donner aux femmes et aux hommes qui les animeront les outils pour qu'ils puissent faire le job, comme le disait Winston Churchill ? L'enjeu des années à venir se situe bien là et il n'y a pas de temps à perdre car le futur vient toujours plus vite qu'on ne le pense. C'est bien aujourd'hui, sans tarder, qu'il faut oser imaginer les projets qui permettront à l'UE de ne pas rater le train de l'histoire, de prendre la place qui lui revient dans le débat géostratégique mondial, des projets ambitieux qui inspireront les jeunes générations et leur donneront des raisons d'espérer et d'entreprendre en Europe. Plus que jamais, la défense européenne doit faire partie intégrante de cette nouvelle ambition. 🇪🇺

Général d'Armée aérienne (2S)  
Jean-Paul Paloméros, chef d'Etat-Major  
de l'Armée de l'Air (2009-2012),  
commandant suprême de l'OTAN pour  
la Transformation (SACT) 2012-2015

# BREXIT : RETOUR À LA CASE DÉPART ?

Theresa May a fini par démissionner, début juin. Mais les prétendants à sa succession se retrouvent confrontés à la même situation. Trouveront-ils le moyen de sortir de la crise ? **Anand Menon**, professeur de politiques européennes au King's College, analyse les solutions potentielles à ce « Brexit sans fin ».

**E**t voilà : nous aurons bientôt un nouveau Premier ministre<sup>1)</sup>. Fin juillet, Boris Johnson ou Jeremy Hunt succéderont à Theresa May. Qu'est-ce que cela changera au Brexit ? Dans les faits... sans doute pas grand-chose.

Les deux candidats à la direction du pays ont assuré qu'ils étaient en mesure de sortir de l'impasse. Boris Johnson a prévu de mettre le *backstop*<sup>2)</sup> au rebut, et, si la solution s'avérait problématique, de différer le paiement de la facture de 39 milliards de £ que le Royaume-Uni doit régler à l'Union européenne. En dernier recours, il est prêt à quitter l'Union sans accord.

Quant à Jeremy Hunt, il entend conduire les négociations avec Bruxelles au moyen d'une équipe renouvelée, incluant des membres du European Research Group<sup>3)</sup> et du Parti démocratique unioniste, afin d'arracher ses propres concessions sur le *backstop*. En cas d'échec, il se résoudrait lui aussi au *no-deal* le cœur lourd.

Bref, c'est à peu près le même programme. Et le même ton. Alors que l'un assimile l'Union européenne de l'Allemagne nazie, l'autre la compare à l'Union soviétique. Faites votre choix...

Concernant le fond de leur discours, ils semblent, l'un comme l'autre, promettre des choses qu'ils devront, dans le meilleur des cas, obtenir de haute lutte. Impossible d'être catégorique à ce sujet, puisque personne ne sait comment

l'Union européenne réagira au nouveau Premier ministre et à ses exigences. On peut néanmoins imaginer qu'entre un *no-deal* et une nouvelle mouture du *backstop*, les négociateurs subiront des pressions de l'intérieur de l'Union pour adopter la seconde solution.

Une possibilité cependant très hypothétique, étant donné l'insistance du Conseil européen sur le fait que la dernière extension de la date limite définie par l'article 50 n'impliquera aucune renégociation de l'Accord de sortie.

## Les hommes changent, pas les choix

Nous voilà donc de retour au point de départ, à la situation de novembre. Notre Premier ministre sera confronté à la même alternative que son prédécesseur : sortir de l'Union avec un accord, en sortir sans accord, ou ne pas en sortir du tout. Et, point crucial, il sera confronté au même Parlement, au sein duquel ne se dégage aucune majorité claire en faveur de l'une de ces trois options.

Le président de la Chambre des Communes, John Bercow, n'en a pas fait mystère : il ne laissera pas le gouvernement contourner le Parlement. Il est donc fort probable que les députés contre-carrent toute tentative de quitter l'Union sans accord (même si, pour ce faire, certains conservateurs devront prendre le risque d'encourir les foudres de leur nouveau leader).

Le nouveau chef du gouvernement devra donc faire un calcul. Sans majorité parlementaire, il est fort probable que de nouvelles élections générales aient lieu avant celles prévues en 2022. Mais quand ?

En supposant, comme le pensent la plupart des observateurs, que Boris Johnson soit choisi par les membres du Parti conservateur, il devra faire un choix. Quel que soit le planning précédant un éventuel *no-deal*, on l'imagine difficilement mener à bien une sortie sans accord (encore faudrait-il qu'il gagne le Parlement à sa cause) sans un vote public préalable. Des perturbations semblent inévitables.

Tenter de faire passer un accord à peine amendé devant la Chambre serait quasi certainement voué à l'échec, comme l'a montré l'exemple de Theresa May. D'un autre côté, un Brexit repoussé au-delà du 31 octobre constituerait un véritable cadeau de Noël avant l'heure pour Nigel Farage.

Il est possible qu'un nouvel occupant particulièrement audacieux du 10 Downing Street tente le grand plongeon, et se présente devant le peuple pour demander un mandat et un nouveau Parlement afin de mener le Brexit à bien. Il s'agirait d'un jeu à hauts risques – mais qui en vaudra peut-être la chandelle. À défaut de quoi, il s'avère fort probable que la dernière semaine d'octobre ne ressemble trait pour trait à la dernière semaine de mars, avec un Parlement refusant tout ce qu'on lui propose et notamment une sortie sans accord, et un nouveau Premier ministre condamné à demander une rallonge supplémentaire à Bruxelles. ☹️

**Anand Menon**, directeur du centre de recherches « The UK in a Changing Europe » et professeur de Politiques européennes et de relations internationales au King's College de Londres. Il est l'auteur avec Geoffrey Evans de *Brexit and British Politics*, publié en 2017 aux éditions Polity Press

1) L'article a été écrit à la fin du mois de juin.

2) Le *backstop* que l'on peut traduire par « filet de sécurité » désigne le fait de maintenir temporairement ouverte la frontière irlandaise.

3) Fondé en 1993, l'ERG rassemble des parlementaires du Parti conservateur opposés à l'Union européenne.



# LA SORTIE DE CRISE EST-ELLE POSSIBLE ?

Le Brexit n'en finit pas de ne pas finir... **Simon Fraser**, diplomate britannique, fin connaisseur de la politique européenne, revient sur cette saga et analyse pour nous quel pourrait être le déroulement des prochains mois.

**A**u Royaume-Uni, le débat sur le Brexit est au point mort depuis fin mars. Après une exténuante série de votes parlementaires ayant tous débouché sur des impasses, l'article 50 a été prorogé jusqu'à fin octobre. Mais le Brexit continue d'occuper les esprits et paralyse la vie politique britannique. Theresa May est le second Premier ministre à tomber. Une question agite désormais les conservateurs : qui sera le prochain dirigeant du parti et futur Premier ministre ?

À l'heure où j'écris ces lignes, Boris Johnson – à moins qu'il ne se tire lui-même une balle dans le pied – semble le mieux placé. Il a gagné à sa cause de nombreux députés – dont certains le vouaient aux gémonies il y a encore quelques jours – et il est bien plus populaire dans les rangs du parti que son rival, Jeremy Hunt. Mais les jeux sont loin d'être faits, car la campagne mettra en lumière les faiblesses de Johnson.

L'un de ses deux hommes sera-t-il capable de mettre en œuvre le Brexit ? Johnson se fait fort d'y parvenir d'ici le 31 octobre, avec ou sans accord de sortie, alors que Hunt, lui, n'exclut pas de prendre davantage de temps. Mais changer de dirigeants ne changera pas la donne. Le nouveau Premier ministre sera en butte aux mêmes contraintes que Theresa May. Les négociateurs de l'UE refusent de rouvrir l'accord de sortie, alors que le Parlement britannique, au sein duquel le chef de l'exécutif ne disposera d'aucune majorité, s'oppose aussi bien à l'accord actuel qu'à une sortie sans accord.

## Quelle stratégie de renégociation ?

Les deux candidats affirment vouloir renégocier le *backstop* irlandais et « obtenir un meilleur accord », mais ils n'ont pas réellement de solutions. Les solutions britanniques pour gérer la frontière irlandaise ne convainquent guère les dirigeants européens. Ces derniers sont prêts à discuter la nature de la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni ; seul problème : les Britanniques ne savent pas quelle relation ils



Jeremy Hunt  
et Boris Johnson

souhaitent. Les Européens n'ont pas beaucoup de raisons d'aider Johnson. La plupart des dirigeants ne l'apprécient guère. Ils ne lui font pas confiance et sont loin d'être convaincus de sa capacité à entraîner le Parlement Britannique dans ses menaces de *no-deal*. Par ailleurs, ils préféreraient éviter qu'avec Nigel Farage il joue un rôle actif à Bruxelles sur le long terme.

En cas d'échec de la « stratégie de renégociation », le nouveau Premier ministre aura à répondre de son choix face au Parlement. Le *no-deal* sera l'issue légale si aucun accord n'est ratifié d'ici le 31 octobre. Mais si une majorité de députés y sont opposés, ils trouveront un moyen de bloquer le processus, bien aidé par le président de la Chambre des Communes, John Bercow.

À moins qu'il n'ait réussi à négocier un accord plus avantageux, le futur Premier ministre, pour mettre en œuvre la moindre décision sur le Brexit, devra soit modifier le rapport de force au sein du Parlement, soit obtenir un nouveau mandat public. Pour ce faire, il n'y a que deux solutions : une élection ou un second référendum. S'il est au plus haut dans les son-

dages, Boris Johnson pourrait se sentir en mesure de remporter des élections anticipées. Il s'agirait cependant d'une stratégie très risquée, qui pourrait amener au pouvoir les Travailleurs, et mettre Johnson sur la touche (voilà pourquoi Hunt ne veut pas entendre parler d'élections

anticipées). Un second référendum ne serait pas non plus dénué de risques – aggravation des divisions politiques, résultats peu probants, hostilité de la frange pro-Brexit du Parti Conservateur – sans même évoquer ce qui serait le libellé de la question qui devrait être posée aux électeurs.

Quel que soit le scénario, le futur Premier ministre aura bien du mal à débloquer la situation avant la date limite du 31 octobre. La tâche paraît même impossible. Il semble qu'on se dirige tout droit vers une extension de l'article 50. À condition, bien sûr, que l'UE soit d'accord. ☞

**Simon Fraser**, diplomate britannique, vice-président de l'Institut royal des relations internationales de Chatham House et conseiller du programme Europe, et associé-gérant du cabinet Flint Global

# NATIONALISMES : L'UE PRISE D'ASSAUT ?

Si le Royaume-Uni a maintenu le cap sur le Brexit, il a, ce faisant, dissuadé les autres forces nationalistes de le suivre sur ce chemin. Pour la plupart d'entre elles, l'objectif n'est plus de quitter l'Europe, mais de s'en emparer. Et les élections de mai ont marqué une avancée significative de cette nouvelle stratégie. Quel en est le terreau ?

Toutes tendances confondues, les partis nationalistes, populistes, souverainistes et d'extrême droite sont passés en cinq ans de 155 à 176 députés (sur 751) au Parlement européen (PE<sup>(1)</sup>). La poussée déjà enregistrée en 2014 s'est donc amplifiée en 2019 : progrès dans seize États membres, recul dans six seulement.

Encore faut-il relativiser ces quelques reflux. Ils incluent par exemple le résultat du Rassemblement national (RN), inférieur de 1,5 % seulement à celui du Front national (FN) en 2014 – mais il a obtenu 570 000 voix de plus. Le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) a perdu 2,5 %, mais en raison du scandale de la vidéo de Heinz-Christian Strache, dite *Ibizagate*<sup>(2)</sup>. Quant au Fidesz et au Jobbik hongrois, leur recul de 7,4 % les place à... 58,7 % !

Les progressions, elles, sont beaucoup plus spectaculaires. Ainsi en Italie la formation de Matteo Salvini pulvérise le score de la Ligue du Nord, passant de 6,2 % à 34,3 %. En Pologne, le PiS de Jaroslaw Kaczynski grimpe, lui, de 31,8 % à 45,4 %. En Slovaquie, le LSNS de Marian Kotleba croît de 1,7 % à 12,1 %... Au total, ces forces dépassent 10 % dans seize États, 20 % dans six, 30 % dans quatre, 40 % dans deux et 50 % dans un État (en Hongrie donc).

Cette nouvelle avancée ne permet évidemment pas aux forces nationalistes et d'extrême droite de contrôler le Parlement européen. Mais leur succès, cumulé avec les échecs de la droite traditionnelle et des sociaux-démocrates, a mis fin à la longue domination de ces derniers groupes. Le nouveau Parlement vivra nécessairement à l'heure des alliances ponctuelles. Et, dans cette nouvelle ère, les députés nationalistes, populistes, souverainistes et d'extrême droite pèseront de toutes leurs forces pour contraindre le Parti populaire européen (PPE) à s'allier, au moins régulièrement, avec eux.

## Forces divisées et choc des egos

Ils le feraient d'autant mieux s'ils parvenaient à rassembler leurs forces, actuellement divisées en trois groupes. C'est le rêve de Marine Le Pen et de Matteo Salvini, comme on l'a vu lors du meeting européen de Milan, le 18 mai dernier. Mais il est loin de prendre corps. Trop de divergences, stratégiques et tactiques, font obstacle à ce rassemblement. Sans parler du choc des egos... Dans l'ombre, toutefois, d'autres y travaillent, de Washington à Moscou.

Quel est le terreau de cette nouvelle droite radicale – ou plutôt de ces nouvelles droites ?

Car elles comportent au moins trois composantes :

- l'extrême droite, comme son nom l'indique, occupe une marge du champ politique, bien qu'elle revendique rarement ce positionnement. Marine Le Pen, par exemple, rejette cette étiquette, lui préférant celle de « patriote ». D'autant que ce courant a connu une longue période de marginalisation liée à la défaite du fascisme et du nazisme, régimes avec lesquels il a collaboré et dont il s'est longtemps revendiqué. Sa relance procède en général d'une entreprise de « dédialisation », comme celle réussie par le FN ;
- le populisme est plus difficile à situer. Et pour cause : il y a un populisme de droite, mais aussi un autre, de gauche. Il s'agit d'ailleurs moins d'une doctrine que de pratiques politiques. Différent d'une période et d'un pays aux autres, il comporte néanmoins partout et toujours des points communs : la prétention de dépasser le clivage gauche-droite, le mépris de la démocratie représentative, le culte du chef et bien sûr l'exaltation du peuple et de la nation ;
- cette dernière caractéristique se trouve évidemment au cœur du nationalisme, qui cherche à créer une « communauté imaginée », au sens où l'a définie l'historien américain Benedict Anderson<sup>(3)</sup>. Il vise donc toute la communauté nationale. Son projet politique n'est ni la marginalité ni une extrémité du spectre politique, mais bien la totalité de la nation.

## Des pays face à une quintuple crise

La poussée de ces forces conjuguées s'enracine dans la situation spécifique de chaque pays concerné. Mais, au-delà, elle s'inscrit dans une quintuple crise :

- d'abord la crise économique et sociale provoquée par la mondialisation néolibérale, avec pour caractéristique principale l'explosion des inégalités. Selon le dernier rapport d'Oxfam, vingt-six milliardaires possèdent autant que les 3,8 milliards des humains les plus pauvres<sup>(4)</sup> ;
- le passage des « Trente glorieuses » aux « Trente douloureuses » entraîne une deuxième



Réunion à Milan le 18 mai de plusieurs leaders nationalistes.

crise, de caractère psychosocial. Les licenciements, le chômage, la précarité, le temps partiel subi et les retraites forcées provoquent une « crise morale<sup>(5)</sup> ». Au-delà des individus, on peut même parler d'une crise d'identité généralisée. Le sociologue Patrick Michel estime ainsi que tous nos marqueurs d'identité sont devenus « flous » – biologique, professionnel, culturel, politique, idéologique, psychologique, relationnel, sexuel, etc. ;

– les peurs que suscite cette perte de repères, troisième crise, alimentent l'offensive des nationalistes : peur d'un Occident bousculé par les émergents, concurrencé par leurs productions, « envahi » par leurs immigrés ; peur d'une société en crise où « tout fout le camp » ;

– la quatrième crise concerne la souveraineté d'États qui se sentent dépossédés de leurs pouvoirs au profit des organisations internationales. L'UE, en particulier, est vécue comme imposant des politiques néolibérales au service des grandes sociétés multinationales. D'où la tentation d'un repli sur les États-nations, fantasmés comme des forteresses ;

– la cinquième crise touche l'ensemble des institutions démocratiques, accusées de trahir le peuple au profit du grand capital mondialisé. Un sondage récent confirme

la confiance décroissante des Français, tombée à 60 % pour les maires, 30 % pour les syndicats, 28 % pour le président de la République, 25 % pour les médias, 26 % pour les députés et... 12 % pour les partis politiques<sup>(6)</sup>. Ce désamour pourrait un jour déboucher sur le pire : un système totalitaire.

Mais la toile de fond de la percée de ces courants, c'est la disparition des alternatives. À droite, mais surtout à gauche, où l'effondrement de l'Union soviétique a joué un rôle majeur, et conduit au fameux « *there is no alternative* » (TINA) cher à Margaret Thatcher. Ainsi à l'Est : si Viktor Orban, Jaroslaw Kaczynski et Andrej Babis dominent le groupe de Visegrad, c'est parce que le communisme, puis le postcommunisme et enfin la social-démocratie ont trahi successivement leurs promesses en Pologne, en Hongrie et en Tchéquie.

Qu'ils parviennent ou non à s'unifier, les nationalistes, les populistes et l'extrême droite

**Qu'ils parviennent ou non à s'unifier, les nationalistes, les populistes et l'extrême droite sont d'ores et déjà porteurs de risques graves**



Le Premier ministre hongrois, Victor Orban

© DR

sont d'ores et déjà porteurs de risques graves : une escalade antisociale sans précédent, un recul sur les questions sociétales (du droit à l'avortement au mariage pour tous), une remise en cause des libertés fondamentales, une fermeture des frontières aux migrants et une institutionnalisation de la xénophobie, bref une Europe alignée sur les Trump, Poutine, Netanyahu, Bolsonaro et autres Modi.

Certains, à gauche, ont la mauvaise habitude d'utiliser à tort et à travers les termes « fascisme » et « nazisme ». Or ce sont là des régimes qui ont existé avant et pendant la Seconde Guerre mondiale et auxquels aucun gouvernement actuel, même « illibéral », ne peut être raisonnablement comparé. Si le fascisme est partout, il n'est nulle part...

En revanche, le nationalisme est une idéologie de combat dont la montée en intensité et en popularité contient la possibilité du fascisme. Surtout lorsque ses tenants sont prêts à tout pour se maintenir au pouvoir, une fois qu'ils y sont arrivés. La réaction au mouvement des Gilets jaunes l'a souligné : même le macronisme, qui se pose en contre-modèle du nationalisme, connaît une sérieuse dérive liberticide. Et les atteintes aux libertés généralisées en Hongrie et en Pologne sont évidemment bien pires.

On prête à Winston Churchill cette affirmation : « *Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre.* » L'histoire, bien sûr, ne se répète jamais. Elle comporte néanmoins des

leçons, qu'on aurait grand tort d'oublier. Et d'abord la manière dont Mussolini, puis Hitler s'emparèrent du pouvoir : grâce à la montée du nationalisme, à la lâcheté de la droite et à la division de la gauche...

Par Dominique Vidal, journaliste et historien

1) S'y ajoutent ceux de l'ANO tchèque, qui appartient à un autre groupe. Tous les résultats cités dans cet article sont tirés du site du Parlement européen.

2) Tournée en caméra cachée, en juillet 2017, à Ibiza, cette vidéo montre le dirigeant nationaliste autrichien Heinz-Christian Strache, à l'époque vice-chancelier, disposé à se compromettre avec un intermédiaire russe en échange de financements. Ce scandale a coûté son poste au chancelier Sebastian Kurz, renversé par une motion de censure votée par les principaux partis d'opposition.

3) In *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Poche, 2006.

4) Rapport d'Oxfam « Services publics ou fortunes privées ? », janvier 2019, p. 6.

5) Cf. Claude Dubar, *La Crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, PUF, Paris, 2010.

6) « 2009-2019 : Baromètre de la confiance politique » par Madani Cheurfa et Flora Chanvriil, Sciences Po CEVIPOF, janvier 2019.

## À LIRE



**D**ominique Vidal a dirigé *Les Nationalistes à l'assaut de l'Europe* qui vient d'être publié aux éditions Demopolis. Cet ouvrage, qui rassemble les écrits de vingt auteurs, analyse l'état des forces nationalistes dans vingt-et-un États membres.

# « NOS DÉMOCRATIES NE PEUVENT FONCTIONNER SANS PROCESSUS DE MÉDIATION »

Au lendemain des élections européennes, Confrontations Europe s'est entretenu avec **Claude Rolin**, ancien secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) et qui vient d'achever un mandat de député (groupe PPE) au Parlement européen où il était vice-président de la Commission Emploi et Affaires sociales et **Marcel Grignard**, président de Confrontations Europe, ancien secrétaire général adjoint de la CFDT. Comment analyser et répondre à la montée des forces nationalistes en Europe ? Quelles peuvent être les pistes d'une reconquête démocratique dans un climat de défiance vis-à-vis des forces politiques et syndicales ?

*La campagne des élections européennes et les mois qui ont précédé ont mis en lumière les fissures qui existaient au sein des sociétés européennes : une désaffection des citoyens envers les forces politiques traditionnelles, l'avènement de gouvernements populistes et nationalistes (Hongrie, Pologne) ou de gouvernements incluant des partis d'extrême droite (dans dix autres États européens) et des formes de contestations nouvelles, parfois violentes. Quel regard portez-vous sur ce phénomène ?*

**Claude Rolin :** Cette désaffection des citoyens envers les forces politiques traditionnelles s'explique par l'explosion en plein vol des deux grandes forces qui ont participé de la construction européenne : la social-démocratie et la démocratie chrétienne. Ces deux référentiels qui se sont construits avec nos sociétés industrielles se sont tous les deux dissous. La social-démocratie se perdant entre deux voies : une voie blairiste d'accompagnement des évolutions de l'économie et du libéralisme dans lequel une partie des électeurs et des militants ne se sont plus retrouvés et une autre voie de gauche radicale en dehors des réalités à gérer au quotidien. La démocratie chrétienne a été, quant à elle, un pilier structurant de l'UE mais qui se désagrège parce que la référence à la religion chrétienne n'est plus un élément structurant dans nos sociétés.

**Marcel Grignard :** La désaffection des citoyens vis-à-vis du politique résulte en effet d'une crise très profonde de nos institutions publiques, de

nos structures collectives, notamment des partis politiques. Nos sociétés ont baigné dans la croyance d'un développement économique qui ne pouvait que produire plus et qui considérait les ressources comme inépuisables. Avec le renfort des redistributions de nos États providence, le progrès social apparaissait comme une évidence, l'accroissement des échanges commerciaux ne pouvait que rapprocher les peuples... Nous avons pris conscience depuis quelques années que nous étions dans l'obligation de changer radicalement de point

de vue, j'en veux pour preuve que, dans la campagne des Européennes, presque tous les candidats ont affiché des préoccupations environnementales et ont dit stop au dumping social. Mais on est encore loin d'un regard lucide et partagé sur les défis et la manière de les relever. La crise du politique et de la démocratie représentative qui affecte tous les pays occidentaux est loin d'être résolue. Il manque une approche globale crédible englobant économie compétitive, cohésion et intégration sociale, enjeux environnementaux, seule

« La crise du politique est loin d'être résolue »

Marcel Grignard



Marcel Grignard



Claude Rolin

manière de proposer un monde viable, un avenir désirable. Traiter séparément ces questions nous conduit à l'impasse et ne répond pas à l'angoisse de tous ceux qui craignent de faire les frais des bouleversements en cours.

La montée du nationalisme s'insère dans l'incapacité des partis, des institutions à répondre aux défis du monde. Ces replis sont dramatiques alors que les interdépendances sont croissantes et qu'agir ensemble en Europe dans le respect de nos différences est la seule manière de maîtriser notre destin commun. Dépasser ce dilemme est l'un des enjeux majeurs de ce nouveau mandat européen.

**C. R. :** Oui, les nationalismes sont en effet une forme de réponse – une mauvaise réponse – au sentiment de perte d'identité des populations qui s'estiment perdantes face à la mondialisation et qui ne trouvent plus de repères dans la société. Cette peur de demain se double d'une désintégration des collectifs de travail qui étaient des éléments d'identification forte des gens. En Belgique, c'est uniquement au nord du pays que le nationalisme se développe avec plus de 47 % pour les deux formations nationalistes (radicale de droite et extrême droite). Mais, le repli sur les enjeux nationaux n'est pas que le fait des partis politiques. Les organisations syndicales vivent aussi dans le repli natio-

nal. Elles ont une difficulté à construire des revendications communes sur le terrain européen. C'est totalement inhérent à la construction même de l'UE et à son absence de réponse sur les enjeux sociaux. Quand on regarde nos systèmes de protection sociale ou de droit du travail, ils sont profondément marqués par des histoires nationales, voire par leur organisation en branches. C'est ce qui explique qu'en Belgique le droit du travail s'est structuré sur deux statuts (ouvriers et employés<sup>(1)</sup>) ou le fait qu'en France nous ayons autant de systèmes de retraite. Nous avons besoin d'une harmonisation au niveau européen.

#### Comment alors recréer du collectif ?

**C. R. :** Il nous faut tenir compte des identités. Le philosophe allemand Axel Honneth<sup>(2)</sup> fait une critique intéressante de la social-démocratie en expliquant qu'elle a oublié que l'homme était d'abord un être de relation et pas seulement un *homo economicus*. En tant que syndicaliste, je constate la même chose quand je regarde les conflits d'entreprises. Que disent les gens qui vont perdre leur emploi ? Ils nous disent : « *On me jette comme si je n'avais pas existé. On est*

*des kleenex* ». Ils disent rarement : « *On va voir un problème d'argent* ». On touche là à un point essentiel politiquement. Nous sommes dans des sociétés où la perte des espaces collectifs, la montée en puissance de l'individualisation des choix font que la reconnaissance autre qu'économique ou de consommateur n'existe plus ou n'est plus perçue.

Or tout être humain a besoin de se construire avec des identités. Certains sont régressifs. D'autres peuvent se construire sur du positif et du vivre ensemble. Nous fonctionnons dans l'urgence et dans une vision binaire (« *je like* » ou « *je ne like pas* ») alors que nous sommes confrontés à des enjeux de plus en plus complexes et de long terme.

#### Comment retrouver une dynamique démocratique en Europe alors que la France, par exemple, doit faire face à la crise des Gilets jaunes ?

**M. G. :** Il faut partir d'un principe de base : nous avons absolument besoin d'institutions nationales, européennes solides et qui suscitent la confiance des citoyens. Et il faut aussi prendre en compte le fait que les citoyens accepteront de moins en moins que des décisions soient prises sans les y associer d'une manière ou d'une autre. Cela revient à articuler le montant et le descendant et c'est compliqué. Il faut prendre le temps du diagnostic, organiser la délibération, mettre en place des solutions décentralisées.

Pour ce faire il y a un besoin impérieux de corps intermédiaires organisant des pans de la société civile. On ne s'en sortira pas si l'ambition se limite à améliorer l'existant à la marge. Cela va certainement prendre du temps, des années, mais il faut s'y mettre vite. Comment créer des espaces ascendants dans des mécanismes essentiellement descendants ? Comment parvenir à de véritable décentralisation sans perdre le sens de politiques communes ? Ce sont des questions difficiles. Les consultations citoyennes étaient une prise de conscience du besoin d'associer les Européens à la refondation de l'UE. Elles n'ont pas

« *Tout être humain a besoin de se construire avec des identités* »

Claude Rolin

1) Une réforme est en cours mais n'a pas encore été finalisée.

2) *L'idée du socialisme, un essai d'actualisation*, NRF Essais, Gallimard, 2017.

« NOS DÉMOCRATIES NE PEUVENT FONCTIONNER SANS PROCESSUS DE MÉDIATION » (suite)

répondu aux attentes. Comment les parlementaires européens nouvellement élus vont-ils se saisir de la question ?

**C. R. :** Les sociétés françaises et belges se ressemblent. Pourtant en Belgique nous n'avons pas vu réellement se développer un mouvement comme celui des Gilets jaunes. Une des explications doit se trouver dans la force des outils d'intermédiation sociale que certains politiques veulent marginaliser. Je suis affolé quand je vois que le gouvernement français ne saisit pas l'offre d'intermédiation des syndicalistes. La seule façon d'apporter des réponses à un mouvement du type des Gilets jaunes, c'est d'agréger les demandes ou les revendications. Sans cela, le pouvoir se met dans l'incapacité d'apporter des réponses intelligentes.

Une des réponses qui s'exprime très fortement en France est la réponse référendaire. Mais je ne pense pas que ce soit le bon outil. Nous avons besoin de renforcer la participation à la démocratie. Et pour cela, il faut construire de la délibération. Le référendum peut être pertinent dans des choix binaires mais sur des questions complexes, cela ne peut pas fonctionner. Le référendum ne produit pas d'intelligence en terme de réponse politique.

**M. G. :** Ce qu'on se dit là est le cœur du sujet. Nos démocraties ne peuvent fonctionner sans délibération, sans processus de médiation. La délibération via les corps intermédiaires me semble indispensable pour redonner son lustre à la démocratie représentative politique. Et nous sommes à un moment où il faut réinventer le rôle des corps intermédiaires. Historiquement les syndicats se sont créés pour défendre la dimension sociale. Certains travaillent avec des ONG sur le terrain social ou sur le terrain environnemental dans le but de prendre en compte ensemble des enjeux sociaux et environnementaux. Cependant, on ne parviendra pas à engager nos sociétés sur un nouveau mode de développement si on ne prend pas en compte aussi les questions économiques. Et comment régler les problèmes d'inégalités, d'exclusion si on n'affronte pas la question des échanges, de

structuration des chaînes de valeurs transnationales ? Nous sommes à une étape de la mondialisation où s'opère un rééquilibrage entre les vieux pays européens et les pays émergents au profit de ces derniers après que le monde occidental a vécu pendant deux siècles en dominant le monde. La difficulté des Européens à gérer et maîtriser cette situation provoque la montée intenable des inégalités, et met en tension notre

« Nous avons besoin de renforcer la participation à la démocratie »

Claude Rolin

modèle européen et menace nos mécanismes de redistribution. Repenser notre modèle de développement, c'est aussi vouloir préserver notre culture européenne. Il me semble qu'il faudrait au niveau européen inventer une nouvelle forme de démocratie sociale et économique associant syndicats, entreprises, ONG et élus locaux.

**C. R. :** Le rôle du politique doit être de nourrir ce qui existe. Nous sommes dans une société où il se passe beaucoup de choses en termes d'émergence d'outils de démocratie mais cela demande à être structuré et inscrit dans le long terme. Les différents niveaux de pouvoir, des mairies jusqu'à l'UE, doivent pouvoir y contribuer. Lorsque la Commission décide de descendre sur le terrain, cela ne marche pas. Les gens ne se reconnaissent pas dans une logique descendante. Beaucoup d'initiatives peuvent servir de terreau comme la mobilisation des lycéens sur les enjeux climatiques : à Bruxelles, ils étaient 30-40 000 sans organisation, sans structure et sur des temps de mobilisation longs. Ou la question des réfugiés, gérée de façon désastreuse par le gouvernement belge, mais qui bénéficie d'une organisation spontanée au parc Maximilien. On peut additionner tout cela. Les organisations syndicales ont là un rôle particulier à jouer. Nous devons être en capacité de prendre en compte les dimensions plurielles du travailleur. Notre pertinence d'organisation syndicale c'est le lien au travail et à l'entreprise. Mais tant que l'entreprise n'est pas un lieu où la démocratie existe les travailleurs ne vont pas devenir des grands démocrates.

« Il faut réinventer le rôle des corps intermédiaires »

Marcel Grignard

*Comment permettre alors cette réconciliation entre politique et sociétés civiles ?*

**M. G. :** Les consultations citoyennes qui sont plutôt des initiatives intéressantes n'ont pas été en mesure de répondre à ces défis car elles ne se sont pas inscrites dans cette conception future de la construction de la démocratie. La révolution des organisations et des institutions concerne tout le monde : le politique, les administrations, les territoires, les syndicats, les ONG... Il n'y a pas ceux qui sont ou auraient la réponse et les autres.

**C. R. :** Sur les territoires il y a une multitude de lieux de participation et de coconstruction. La matière est là, il ne faut pas la créer, il suffit de la prendre en compte et de l'organiser pour que cela produise de l'intelligence collective.

*Vous avez, l'un comme l'autre, exercé de multiples responsabilités (syndicales, parlementaire, dans un think tank). Quels enseignements tirez-vous de ces expériences ? Comment parvenir à dépasser les fractures qui minent nos sociétés, qui divisent les Européens ?*

**C. R. :** Il faut certainement donner plus d'importance au Parlement européen et à sa forte capacité délibérative. Il serait nécessaire de renforcer le rôle d'un outil comme le Comité économique et social européen<sup>(3)</sup>.

**M. G. :** Dire en quelques mots ce que je retiens de ces expériences est une gageure. J'ai toujours considéré que mon engagement syndical et mon engagement européen étaient deux facettes d'un même enjeu : participer à dépasser les intérêts particuliers pour construire des solutions partagées. Et le faire par la voix de la négociation et du compromis. ☞

*Propos recueillis par Clotilde Warin, rédactrice en chef de la Revue*

<sup>3)</sup> Organe consultatif de l'UE, le CESE rassemble 350 représentants d'organisations de travailleurs et d'employeurs et d'autres groupes d'intérêts. Il transmet des avis sur des questions européennes à la Commission, au Conseil de l'UE et au Parlement européen et sert ainsi de lien entre les instances de décision et les citoyens de l'UE.

# LE MEURTRE D'UN JOURNALISTE COMME DÉCLENCHEUR DU SOULÈVEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SLOVAQUE

La Slovaquie a été marquée, depuis 2016, par d'importantes manifestations (de professeurs, d'étudiants) depuis 2016 mais l'assassinat, en février 2018, du journaliste d'investigation Ján Kuciak et de sa fiancée ont déclenché une vague de protestation sans précédent et contraint le Premier ministre à démissionner.

**E**n février 2018, la société civile slovaque a connu un réveil brutal. Elle a pu mesurer dans les faits la faiblesse de son système démocratique. Depuis des années, la Slovaquie souffrait d'un état de droit défaillant, d'une corruption endémique et d'une défiance généralisée envers les institutions étatiques. Les Slovaques étaient pourtant persuadés que leur liberté d'expression était intouchable, quand bien même les journalistes étaient systématiquement attaqués, traités de « sales prostitués anti-Slovaques » et de « serpents visqueux » par l'ex-premier ministre Robert Fico (resté dix des douze dernières années aux commandes du pays). Le meurtre d'un journaliste d'investigation et de sa fiancée a fait voler en éclat nos certitudes quant au caractère sacré de la liberté d'expression en Slovaquie. Avant l'assassinat de Ján Kuciak, la Slovaquie était encore 28<sup>e</sup> sur 180 pays au classement mondial de la liberté de la presse 2018. Depuis, elle a été rétrogradée à la 35<sup>e</sup> position<sup>(1)</sup>.

Dans la foulée de ce double meurtre, les grandes rédactions nationales ont monté des équipes communes dans le but de partager l'information et de poursuivre le travail initié par Ján Kuciak<sup>(2)</sup>. Au-delà de cette mobilisation, l'assassinat a provoqué une indignation généralisée, alors que le journaliste venait d'écrire un article prouvant l'existence de liens entre des politiciens élus et des officines gouvernementales et la mafia italienne. Même si la Slovaquie a connu ces dernières années quelques événements de grande ampleur – les manifestations de professeurs avant les élections législatives de 2016, les marches étudiantes anti-corruption de 2017 – aucun n'avait encore poussé à la démission le Premier ministre Fico, plusieurs membres de son gouvernement,



et même le chef de la police<sup>(3)</sup>. Des dizaines de milliers de citoyens ont participé à la veillée funèbre et aux manifestations de protestation à travers le pays (les plus massives depuis la Révolution de Velours) organisées par l'initiative « Pour une Slovaquie honnête », avec la coopération des mouvements militants et d'organisations de la société civile.

Le réveil de la société civile est pourtant loin d'être un long fleuve tranquille. Alors que les manifestants exigeaient la formation d'un nouveau gouvernement digne de confiance et que le Président demandait que « soit institué un changement substantiel, ou que soient organisées des élections anticipées afin de retrouver la confiance des citoyens », Robert Fico a continué à nier la gravité de la situation. Ces faits tendent à montrer que le Président Kiska a joué un rôle important sachant faire preuve de fermeté dans les moments clés.

Au même moment, en réponse aux appels à la démission de milliers de Slovaques à travers le pays, Robert Fico a accusé des forces étran-

gères de tenter de déstabiliser le pays par le biais de « Pour une Slovaquie honnête ». Pire encore, en réponse cette fois aux appels à la démission lancés par le Président, Fico a sorti de sa manche le « plan Soros », semant le doute sur la rencontre qui avait eu lieu entre le président slovaque et le financier George Soros à New York en 2017. Cette rhétorique a pourtant fini par lui coûter le soutien de ses partenaires de Most-Hid qui ont demandé un remaniement ministériel ou des élections anticipées.

La désaffection pour le gouvernement actuel ainsi que les pressions exercées par la société civile, suite au meurtre de Ján Kuciak, ont trouvé un premier écho lors des élections municipales de début novembre, marquées par la victoire de candidats hors partis (certains issus des milieux militants). Les résultats ont également montré de manière indiscutable l'incapacité de l'opposition parlementaire à renverser le gouvernement actuel. Cette tendance a en partie été confirmée par la victoire de Zuzana Čaputová<sup>(4)</sup> à l'élection présidentielle slovaque, qui a battu Maroš Šefčovič, représentant de Direction, le principal parti, et vice-président de la Commission européenne. ☞

**Hana Mravcova**, chercheur en charge du programme Société civile à Via Iuris (Slovaquie), une organisation offrant aide juridique aux citoyens sur des questions de justice et d'environnement

1) Selon le classement de la Liberté de la Presse 2010 de Reporters sans Frontières.

2) <https://spectator.sme.sk/c/22003649/events-that-changed-slovakia-2018.html>

3) <https://rsf.org/fr/slovaquie>

4) Zuzana Čaputová, avocate environnementaliste, s'était fait connaître en se battant avec succès, aux côtés de l'association Via Iuris, contre l'installation d'une décharge de la taille de 18 terrains de foot dans la ville de son enfance, Pezínok. Cette victoire, qui a pris une dimension européenne, lui avait valu d'obtenir en 2016 le prix Goldman pour l'Environnement.

# POURQUOI L'EUROPE DOIT SOUTENIR LA RÉVOLUTION PACIFIQUE AU SOUDAN

Le mouvement de protestation de la société civile soudanaise, qui a débuté en décembre 2018, a conduit à la chute du dictateur Omar El-Béchr au mois d'avril après trente ans de pouvoir. Mais le 3 juin dernier, le pouvoir militaire a réprimé dans le sang le sit-in pacifique. **Dame Rosalind Marsden**<sup>(1)</sup>, ancienne émissaire UE pour le Soudan, analyse les ressorts de cette contestation et les raisons pour lesquelles l'Europe doit apporter son soutien à ce mouvement.

**L**e Soudan connaît la plus grave crise politique de son histoire. Le 30 juin, des centaines de milliers de Soudanais sont à nouveau descendus dans les rues de Khartoum et d'autres villes pour exiger la fin du régime militaire. Mais les généraux au pouvoir font tout pour maintenir leur mainmise sur l'appareil d'État et les richesses du pays.

Six mois de manifestations pacifiques en faveur de la démocratie ont conduit au départ d'Omar El-Béchr à la suite d'un coup d'état militaire le 11 avril et à l'établissement d'un Conseil militaire de transition composé de membres du Comité de sécurité de Béchr. Mais, depuis, le pays est tombé sous la coupe des Forces de soutien rapides, un groupe paramilitaire issu des rangs des Janjawid, ces milices arabes qui se sont rendues coupables d'exactions sur les populations civiles durant la guerre du Darfour. Désormais, c'est dans

les rues de la capitale que les FSR se livrent à des violences. Khartoum et ses huit millions d'habitants sont sous le contrôle des FSR et de leur commandant, le général Mohammed Hamdan Dagolo, alias Hemmeti. Officiellement, Dagolo est le numéro deux du Conseil militaire de transition. Mais dans les faits, c'est lui qui décide.

Hemmeti a connu une spectaculaire ascension. Ce vendeur de chameau originaire du Tchad, devenu leader d'une milice arabe lors de la guerre du Darfour en 2003, a été choisi par Béchr pour diriger les FSR en 2013. À ce titre, il a mené de brutales opérations de contre-insurrection au Darfour et dans d'autres zones de conflits. En 2015, lorsque Béchr choisit de rompre les liens avec l'Iran et de former une alliance avec l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, le Soudan accepta de déployer des troupes au sol dans la guerre du Yémen. La plupart étaient issues des FSR.

La milice compte désormais près de 50 000 hommes, dont des milliers de mercenaires venus du Tchad et est très bien équipée. Outre les très fortes sommes reçues de la part des pays du Golfe, Hemmeti, qui contrôle avec son frère un vaste empire commercial, dont des mines d'or au Darfour, déploie toute son énergie pour s'assurer le soutien des chefs de tribus.

## Massacre de manifestants pacifiques

Après le renversement de Béchr, le Conseil militaire a accepté de négocier la transition vers un régime civil avec les Forces pour la Liberté et le Changement (DFCF), une coalition de partis d'opposition, de professionnels et de la société civile, représentant les aspirations du mouvement de protestation en faveur de la démocratie. À la mi-mai, il a été convenu d'une période de transition de trois ans permettant l'avènement d'un Premier ministre civil, un cabinet technocratique, un Conseil législatif et un Conseil souverain commun. Mais les discussions ont échoué sur la question de la répartition entre civils et militaires au sein du Conseil souverain. Le 3 juin, dernier jour du Ramadan, le conseil militaire a dispersé par la force les manifestants qui avaient établi un sit-in pacifique en face du quartier général de l'armée, une zone devenue le symbole de la révolution. Les FSR, épaulées par des agents de la sécurité d'état, auraient bouclé les accès de la place et ouvert le feu à bout portant sur les manifestants, lors d'une opération qui semble avoir été minutieusement préparée. Plus de 120 personnes ont trouvé la mort. Des centaines ont été blessées, plus de cinquante violées, notamment des femmes médecins et des membres du personnel médical. Un grand nombre de corps, lestés de briques, ont été



Des miliciens janjawid au Darfour

jetés dans le Nil. Les hôpitaux voisins ont même été soumis à un blocus, de façon à ce que les blessés ne puissent y être soignés.

Si le massacre du 3 juin avait pour objectif de tuer la révolution dans l'œuf, c'est un échec. Les forces pour la Liberté et le Changement (DFCF) ont affirmé que les actes de désobéissance civile continueraient tant qu'un gouvernement civil démocratique ne verrait pas le jour. Ils réclament par ailleurs que les responsables du massacre répondent de leurs actes devant une commission d'enquête internationale indépendante, que les FSR disparaissent des rues, la libération des prisonniers politiques et la levée des restrictions sur les médias et du blocage de l'accès à Internet. Comme l'ont montré les événements du 30 juin, la force du mouvement de protestation réside dans le large soutien populaire dont il jouit à l'échelle nationale, dans sa solide organisation par quartiers, dans le courage et la détermination dont font preuve de jeunes Soudanais prêts à mourir pour leur cause.

Il est vital que les gouvernements occidentaux soutiennent la révolution pacifique soudanaise, refusent de reconnaître la légitimité du Conseil militaire et fassent de la transition vers un authentique gouvernement civil un prérequis de la coopération avec le Soudan, y compris sur les questions de migration. Le Soudan apparaît comme une lueur d'espoir pour la Corne de l'Afrique. La révolution, qui a éclaté en décembre 2018, est un modèle de résistance non violente. Les manifestants sont déterminés à rester pacifiques malgré la brutalité que leur opposent les forces de sécurité soudanaises. À la différence de nombreux pays de la région, le Soudan compte une société civile dynamique et une classe moyenne très éduquée. Il a connu une expérience (quoique brève) de gouvernement démocratique à la suite des soulèvements populaires de 1964 et 1985, et des partis d'opposition actifs. Contrairement à l'Égypte, où les Frères Musulmans ont joué un rôle actif dans les printemps arabes, la révolution soudanaise est avant tout une réaction aux trente ans de dictature islamiste d'Omar El-Béchir.

### Les généraux pas prêts à partir

Rien ne laisse penser que les généraux, qui ont grandement profité du régime de Béchir, aient la moindre intention de remettre les



Le sit-in à Khartoum... avant le 3 juin.

clés du pouvoir aux civils. Ils veulent à tout prix éviter d'avoir à rendre des comptes, et entendent garder le contrôle de secteurs-clés, tels que la sécurité et les politiques régionales, et éviter que le Conseil législatif ne mette en œuvre des réformes radicales susceptibles de nuire à leurs intérêts. S'ils ne parviennent pas à atteindre ces objectifs par la négociation, ils ont menacé d'installer un gouvernement de tutelle désigné unilatéralement, et de convoquer des élections anticipées dans neuf mois, élections qui auraient peu de chance de se dérouler en toute liberté et équité. Ils sèment également la division parmi les DFCF, y compris au sein des mouvements armés, en exploitant les divergences tactiques de l'opposition, au nom de l'adage « *diviser pour mieux régner* » dont le régime Béchir s'était fait une spécialité.

### Éviter les scénarios-catastrophes

Si la révolution échoue, les conséquences pourraient être catastrophiques. Au lieu d'un gouvernement de transition issu de la société civile, dédié à la mise en œuvre des indispensables réformes politiques, économiques et sécuritaires et préparant le terrain pour des élections libres, le Soudan pourrait à nouveau subir des années de dictature militaire, et se retrouver déchiré par un conflit entre, d'une part, les milices et les forces de sécurité, et d'autre part une contre-révolution menée par la frange dure des Islamistes.

Pour éviter ces scénarios-catastrophes, les États-Unis, l'Union européenne et les autres gouvernements occidentaux influents doivent faire pression avec fermeté sur l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis – principaux soutiens régionaux du Conseil militaire – pour qu'ils appuient les efforts de médiation de l'Éthiopie et de l'Union africaine en faveur de la mise en place d'un réel régime civil. Ces

acteurs régionaux croient peut-être que leurs intérêts seraient mieux servis par un régime militaire au Soudan – en particulier l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, désireux de conserver l'appui des troupes soudanaises au Yémen. Pourtant, l'absence de transition vers un régime civil ne serait pas sans risque pour le Conseil militaire : isolement international, sanctions ciblées, effondrement économique, poursuite du mouvement de désobéissance civile... Le règne des FSR pourrait même entraîner l'effondrement de l'État soudanais, ce qui déstabiliserait sérieusement toute la région, et créerait un vide sécuritaire dangereux dans une zone déjà instable. Sans parler du potentiel exode de migrants soudanais vers l'Europe.

Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine a pris des résolutions étonnamment fermes à la suite du massacre du 3 juin, en décidant de suspendre le Soudan de l'organisation. La position européenne, et plus généralement occidentale, a également subi des changements notables ces derniers mois. Les Américains et les Britanniques ont soutenu les DFCF sans ambiguïté. Le 17 juin, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont clairement affirmé qu'une autorité de transition sous l'égide des civils serait le seul partenaire légitime dans la normalisation des relations entre l'Union et le Soudan, et ont appelé de leurs vœux la mise en place d'une commission d'enquête indépendante et transparente sur les violations des droits de l'homme.

Voir l'Europe adopter une approche de principe claire sur le Soudan est une bonne nouvelle. Le meilleur moyen de protéger les intérêts stratégiques de l'Europe en matière de migration, de contre-terrorisme et de conflits régionaux n'est pas de coopérer avec un régime répressif et opaque via des mécanismes tels que le Processus de Khartoum, mais de soutenir le combat du Soudan pour la liberté, la paix et la justice. Il s'agit d'une opportunité historique d'établir un gouvernement dirigé par les civils au Soudan, un gouvernement qui serait un partenaire authentique pour l'Europe. 🇪🇺

**Dame Rosalind Marsden**, diplomate britannique, chercheuse associée à l'Institut Royal des Relations Internationales de Chatham House (Londres)

1) Dame Rosalind Marsden a été représentante spéciale de l'UE pour le Soudan et le Soudan du Sud de 2010 à 2013.

# L'EUROPE ET LA PAIX : UNE RÉVOLUTION DOULOUREUSE

**Alain Lamassoure** revient, au lendemain des commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale, sur la paix chèrement gagnée mais jamais remise en question en Europe depuis 75 ans. Mais il choisit aussi d'analyser avec lucidité les peurs, les angoisses qui traversent un continent fracturé, gangrené par le virus nationaliste. Et suggère des pistes pour que l'Europe parvienne à combattre les haines qui la traversent et la fragilisent.

**N**ous commémorons le 75<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement. Je suis né peu avant. J'appartiens ainsi à la première génération de Français qui n'a connu que la liberté et la paix. Une période extraordinairement longue, même à l'échelle historique. En réalité se superposent deux niveaux de paix.

En Europe même, c'est la paix des cœurs. Non pas seulement l'absence de guerre. Non pas ce que l'Institut australien de la Paix appelle la « paix positive ». Mieux, beaucoup mieux : la réconciliation entre nos peuples. En une vie d'homme, ma génération d'Européens a été libérée d'un fléau qui paraissait jusque-là inhérent à la condition humaine, comme le mal est l'autre face de la médaille du bien. Nous étions condamnés à la guerre récurrente, nous sommes assurés de la paix perpétuelle. Le changement est si complet que la jeune génération ne peut même plus concevoir que la guerre ait été possible : c'était ailleurs, sur une autre planète, dans une préhistoire absurde et honteuse. La modernité nous en protège à jamais. Dans cette réconciliation, qui n'a pas d'équivalent ailleurs dans le monde, la patiente, l'imprévisible, l'imaginative, l'audacieuse, la révolutionnaire construction d'une Europe politique a joué un rôle-clé.

Mais, au-delà de l'Europe, c'est le monde entier qui est aussi en paix. Certes, nous sommes abreuvés d'images de combats et de violences, mais elles relèvent essentiellement de guerres civiles et elles n'opposent pas les grandes puissances du moment. C'est aussi un fait rare, mais pas tout à fait exceptionnel, que les grandes puissances aient choisi, pour un temps finalement long, de profiter des avantages de la paix plutôt que de lutter pour l'hégémonie mondiale par la guerre. Mais à l'échelle de la planète,



Des vétérans à la cérémonie hommage le 5 juin à l'Abbaye-aux-Dames à Caen.

nous n'en sommes pas du tout à la paix des cœurs. Cette paix-là, c'est le silence des armes. Des armes toujours plus nombreuses, toujours plus sophistiquées, toujours plus dangereuses. Observons au passage : ce que nous appelons la « mondialisation » est la fille de la paix mondiale. Les grandes puissances ont choisi d'accélérer leur développement économique en multipliant les échanges. Tout circule. L'incroyable répartition des chaînes de valeur d'une même entreprise sur tous les continents n'est possible que par la sécurité absolue des transports, des communications, des transactions juridiques et financières, garantie par la paix mondiale et par la confiance mutuelle solidement ancrée chez tous les acteurs.

Cette superposition des paix de nature différente a fait de l'Europe contemporaine un continent béni des dieux. Des dieux aimables : oublié Mars, vive Vénus ! Mais cela donne à l'actuelle génération d'Européens un double devoir : en Europe, consolider la réconciliation,

assurer les rappels du vaccin contre la guerre – il n'en est pas d'éternel. Hors d'Europe, mettre à profit le « silence des armes » pour exporter l'art de la « paix des cœurs ».

## Passions haineuses

Traitons aujourd'hui du cas de l'Europe, dont dérive tout le reste.

La réconciliation nous a guéris de la guerre, mais pas de la haine. Les passions haineuses sont réapparues avec le nouveau siècle. Dans tous nos pays. Propagé par quelques histrions extrémistes, le mal s'est répandu comme une contagion foudroyante, qui a épargné bien peu de partis politiques traditionnellement modérés. Prenons le cas du Danemark. Le modèle de réussite économique, de social-démocratie, de pays à l'aise dans la modernité, envié chez nous à droite comme à gauche. Les partis traditionnels y ont repris les propositions les plus xénophobes des extrémistes. Le Parlement danois a osé voter la confiscation des biens personnels

des réfugiés syriens, et a interdit le mariage d'un citoyen du pays avec un étranger de moins de 24 ans. Aux élections du 5 juin dernier, le parti extrémiste s'est effondré, au profit du parti socialiste, qui a fait la surenchère anti-immigrés la plus démagogique – et la plus efficace.

Toutes nos démocraties se découvrent malades d'une angoisse identitaire qui prend le dessus sur tous les autres sujets. Partout, le réflexe du repli sur soi, la peur de l'autre, la tentation spontanée de se cloîtrer, portes fermées, paupières closes, oreilles bouchées, cœurs murés, intelligences déconnectées pour ne pas prendre le risque de se laisser convaincre par le bon sens populaire ou par la science des experts. Goya l'avait décrit dans une eau-forte faite de créatures cauchemardesques : « *Le sommeil de la raison engendre des monstres* ».

Revoilà le virus nationaliste. Mais en Europe, il a muté. La haine ne s'exprime plus contre la nation voisine. Elle vise des groupes, étrangers ou compatriotes, (re)devenus

boucs émissaires naturels de tous nos échecs, de toutes nos angoisses, de toutes nos frustrations. Ces cibles varient selon l'histoire propre à chacun de nos pays. Ce sont les demandeurs d'asile ou les immigrés presque partout, les musulmans, même compatriotes, chez nous et dans toute l'Europe du nord, les Roms en Europe centrale, les Castillans pour les Catalans et les Basques, les Wallons pour les Flamands, les Anglais pour les Écossais, les travailleurs polonais pour les Anglais, les catholiques pour les protestants d'Irlande du Nord...

### Fragmentation des communautés nationales

Gardons-nous de prendre cette mutation pour une forme bénigne du mal absolu qui a emporté toute l'Europe au siècle précédent ! Voyons la vérité en face : la haine collective est résistante à la démocratie, à la réconciliation des États-nations et à « l'âge de l'opulence ». Car, parallèlement à ces progrès historiques, des changements puissants ont joué en sens contraire. Disparue la crainte de la guerre, chacune de nos nations a perdu son ciment le plus fort. La fragmentation de nos communautés nationales est une conséquence inattendue et perverse de la paix « perpétuelle ». La révolution des réseaux



sociaux donne une formidable caisse de résonance à la concurrence des minorités, des plus légitimes aux plus improbables, pour l'accès à la reconnaissance médiatique, puis politique, puis législative et – pourquoi pas ? – constitutionnelle. Dans une surenchère des intolérances réciproques : le débat public contemporain sur le fait religieux nous renvoie plus de quatre siècles en arrière, aux inepties meurtrières de la Saint-Barthélemy. Tout comme la mode du mépris

de la science fleurit bon – c'est-à-dire pue – le procès de Galilée. Quant à celle du discrédit des élus du peuple, elle réveille les fantômes lugubres des dictatures tragiquement bouffonnes

qu'on avait crues définitivement ringardisées par le ridicule du culte du chef. Quand le débat démocratique se nourrit de tels poisons au rythme des plus hautes fréquences d'internet, il régresse bel et bien de plusieurs siècles.

Ne nous trompons pas de diagnostic ! Si la famille européenne va mal, c'est parce que chacun de ses membres est infecté par le retour de l'intolérance et la tentation de la haine. Si le mal est commun, il faut naturellement essayer de trouver des remèdes communs. Mais il revêt partout des formes différentes, qu'expliquent des histoires différentes. Le mal-être de certains Catalans dans le Royaume d'Espagne ne relève pas du même traitement que celui des Gilets jaunes au sein de la République française. L'insertion des musulmans de troisième génération en France a peu de points communs avec celle des immigrés kosovars en Suède ou celle des réfugiés syriens en Allemagne. Malgré la mobilisation de sommes considérables, aucune politique européenne n'a permis de trouver une solution satisfaisante au cas des nomades roms, que ce soit dans leurs pays d'origine ou dans les pays de destination ou de déambulation.

Moyennant quoi, l'Union européenne peut aider à retrouver le sens de l'intérêt général et

de l'esprit de solidarité qui faiblit gravement chez ses membres.

En diffusant la culture de projet. On s'unit contre un ennemi ou un danger commun, ou pour bâtir une cathédrale. Le miracle de la réconciliation entre les peuples d'Europe a été fondé sur le projet politique commun : inventer une Europe unie, faite de nations demeurées indépendantes. Ce projet n'est pas achevé. Il a fait abondamment la preuve de sa capacité fédératrice. Et chacune des composantes de l'Union peut y placer son projet national propre. À condition qu'elle en ait un : quel est le projet national allemand ? Français ? Italien ? Polonais ? Les programmes électoraux ne sont plus que l'addition de mesures hétéroclites pour des clientèles électorales fragmentées.

En réconciliant la démocratie représentative et le XXI<sup>e</sup> siècle. La démagogie déferlante pousse à la soi-disant « démocratie directe ». Stop ! La petite Suisse est le seul pays au monde à savoir maîtriser la procédure des « votations » populaires – y compris en autorisant son Parlement à désavouer sans vergogne le vote émotif des citoyens. La taille de la Confédération, son histoire originale, ses vallées enclavées, et la protection unique que lui donne désormais sa position bien au chaud au centre de l'espace de paix européen lui permettent cette sympathique particularité.

Mais ailleurs, depuis les référendums hyper-démagogiques de Californie, jusqu'à celui du Brexit ou de Notre-Dame-des-Landes, les exemples abondent de cette machine à déresponsabiliser les citoyens que constitue une procédure les invitant à « décider » en répondant « oui » ou « non » à un dossier infiniment complexe. Le tirage au sort comme substitut à l'élection a certes été pratiqué à Athènes quatre siècles avant Jésus-Christ, mais ce n'est pas un hasard si on y a renoncé depuis deux millénaires : faute de pouvoir faire participer tout le monde à la décision, pour des raisons pratiques évidentes, il faut que ceux qui décident soient choisis par ceux auxquels les décisions s'appliquent et qu'ils soient responsables devant eux. C'est le pire des systèmes – à l'exception de tous les autres. ❧

Alain Lamassoure, ancien député européen, membre du Comité d'orientation de Confrontations Europe



## « LA FIN DE L'IDÉE DE L'EUROPE ? »

*Une certaine idée de l'Europe*, c'est le titre de l'ouvrage qui rassemble les allocutions de cinq penseurs invités par la revue *le Grand Continent* à évoquer leur idée d'Europe<sup>(1)</sup>. Loin des ouvrages d'hommes politiques à la fois ancrés dans un présent immédiat et réducteurs, loin d'un discours médiatique forcément trop rapide, les historiens **Patrick Boucheron** et **Elisabeth Roudinesco**, le sociologue **Antonio Negri**, l'économiste **Thomas Piketty** et la philosophe **Myriam Revault d'Allonnes** ont ainsi ouvert les voies d'une Europe idéale, pleinement politique. Confrontations Europe est heureux de livrer un extrait de l'allocution de **Patrick Boucheron** publiée sous le titre *Ce qui a manqué à l'Europe*.



Patrick Boucheron lors de sa leçon magistrale à l'ENS, le 22 mai 2018.

Les mélancoliques n'ont pas toujours tort : on est fondé à se désoler de cette propension de nos sociétés à – je cite ici Achille Mbembe – « *ne plus vouloir se souvenir de rien*<sup>(2)</sup> ». Et que se passe-t-il lorsqu'on ne se souvient plus de rien ? Ce n'est pas seulement qu'on ne fait pas son devoir de mémoire : j'entends effectivement l'exaspération, bien naturelle, bien légitime, de jeunes générations qui verraient dans le devoir de mémoire quelque chose comme une obligation scolaire (« *Est-ce que tu as bien fait tes devoirs de mémoire ?* »). Il y a un côté inévitablement infantilisant dans une telle expression. Non, il ne s'agit pas de ça. Lorsque Achille Mbembe dit de nos sociétés qu'elles font « *un arrangement avec le monde* » par une étrange manière qui « *consiste à tenir pour rien tout ce qui n'est pas soi-même*<sup>(3)</sup> », c'est cela qu'il

appelle ne plus se souvenir de rien. Et il faut bien comprendre que cette amnésie tranquille, dans la plénitude même de sa bonne conscience, éloigne une capacité de l'histoire qui est celle que Hannah Arendt décrivait lorsqu'elle disait de l'histoire que c'était un art de se souvenir de ce dont les femmes et les hommes en société sont capables. Du meilleur sans doute, du pire parfois.

Cette conscience historique est évidemment celle qui fait défaut, et qui manque aujourd'hui. Contre ce manque il ne sert à rien de se révolter, puisqu'il dépend entièrement du passage des générations. Il suffit de constater que cette conscience passe mais, passant, fait manquer à l'Europe ce qui a été la principale objection à sa critique : prendre la mesure de tout ce à quoi on échappe en construisant l'Europe – c'est-à-dire à la guerre. De ce point de vue,

le constat pourrait être aisément et tristement définitif. C'est une question grave lorsqu'on réfléchit à l'histoire – et je ne pourrais pas parler avec vous d'autre chose que d'histoire. Je suis un historien qui ne parle pas du passé mais à partir du passé, en l'occurrence pour moi un passé ancien, mais qui n'a aucune compétence particulière dans les questions qui vous intéressent et vous mobilisent ce soir, et en particulier du point de vue géopolitique. Un discours historique n'a d'intérêt que si l'on va y chercher des ressources d'intelligibilité pour le présent. Je vais y revenir parce qu'évidemment, à partir du moment où cette Europe qu'on a construite sur le « *plus jamais ça* » voit se perdre sa conscience historique, comment peut-on la réarmer historiquement ? Mais l'histoire, aujourd'hui, n'est pas simplement la chronique de ce qui a eu lieu.

C'est aussi, vous le savez bien, l'histoire des possibles, de tout ce qui, à un moment donné, a pu souvrir, comme possibilités, comme espérances, comme déceptions ou simplement comme promesses non tenues. De ce point de vue, le questionnaire des historiens s'est incroyablement allongé. Je ne parle pas simplement de l'histoire contrefactuelle. Je parle d'une manière générale, de toute l'histoire des futurs non advenus<sup>(4)</sup>.

Pour le dire de manière plus tranchante, et sans doute plus désagréable : si, dans quelques années, les historiennes et les historiens écrivent l'histoire de l'Europe et choisissent l'été 2015 comme date de la fin de leur grand récit, je veux dire tout simplement de la fin de l'idée de l'Europe, est-ce que cela nous étonnerait tant que ça ? Après tout, à quoi l'Europe nous a-t-elle permis d'échapper ? À la guerre ? À la mort ? À la honte ? À la récession ? À la tyrannie ? Telle était en effet la promesse qui la fondait. Mais quand l'Europe, au lieu d'être un pôle de stabilité, est une dynamique permanente d'instabilité, quand nous vîmes s'aligner, en quelques semaines, la crise de la dette grecque, la crise de l'Europe face à l'accueil des réfugiés et la crise de la démocratie, que reste-t-il de ce pacte passé avec l'avenir ? Lorsque Viktor Orbán prend le pouvoir en Hongrie avec une politique ouvertement xénophobe fondée sur un nationalisme ethnique en tous points opposé aux valeurs de la construction européenne et qu'au même moment ce n'est pas lui que l'on menace d'exclure de l'Europe mais les Grecs soumis à de graves difficultés financières, qu'en pensons-nous, qu'en pensons-nous vraiment ? Alors je repose la question : si les historiennes et les historiens futurs nous disent que c'est bien durant ces quelques semaines que l'Europe est morte, qu'avons-nous à redire ? Je ne dis pas que c'est vrai. Je dis que c'est plausible. Et que si l'on parle des manques de l'Europe, ou des manquements, politiques, moraux, etc., il y a là un devenir possible. En évoquant ensemble « une certaine idée de l'Europe », peut-être que nous parlons ce soir de quelque chose qui n'existe déjà plus. C'est une hypothèse sérieuse.

Vous voyez vers quelle issue désespérante m'a amené cette première acception de gran-

deur gaullienne d'« une certaine idée de l'Europe ». Si bien que je préfère, pour ne pas m'arrêter à une mélancolie aussi noire, l'entendre aujourd'hui d'une manière peut-être moins géopolitique et un peu plus morale. Non pas affirmer « je me fais une certaine idée de l'Europe », c'est-à-dire implicitement une grande idée, qui va donc se fracasser contre le réel et ses manquements, mais dire « de l'Europe je me fais une certaine idée », entendez une idée incertaine. À ce moment, la consistance de l'Europe, qui n'est plus géopolitique mais morale et culturelle, se sauve du fait même de son incertitude. Elle n'est rien d'autre que son propre manque à elle-même. Ce n'est pas l'Europe de Charles de

Gaulle, c'est l'Europe de George Steiner, dans cette conférence de 2004 précisément publiée sous le titre Une certaine idée de l'Europe<sup>(5)</sup>. Il

ne s'agissait là pas simplement de faire jouer l'humanisme contre la bureaucratie, ou la consistance existentielle d'une culture européenne contre sa construction institutionnelle, mais bien de réaffirmer les droits de l'idée contre l'institution sans laquelle l'idée risque de se perdre. Si je comprends bien votre invitation, c'est de cela qu'il s'agit : il y a une idée européenne, mais où est-elle, lorsqu'on ne parle plus que de ce qui vient sinon l'effacer, du moins l'estomper, dans un jeu institutionnel où elle devient proprement incompréhensible ? Et voilà pourquoi George Steiner réaffirmait l'importance d'une énonciation piétonnière de l'Europe. Je le cite : « Les cafés caractérisent l'Europe. Ils vont de l'établissement préféré de Pessoa à Lisbonne aux cafés d'Odessa, hantés par les gangsters d'Isaac Babel. Ils s'étirent des cafés de Copenhague, devant lesquels passait Kierkegaard pendant ses promenades méditatives, aux comptoirs de Palerme. [...] Dessinez la carte des cafés, vous obtiendrez l'un des jalons essentiels de la "notion d'Europe" »<sup>(6)</sup>.

Voilà une idée consolante. Belle et consolante. Ce n'est pas parce qu'elle nous console qu'elle est fautive, mais ce n'est pas parce qu'elle est belle qu'elle est vraie. Dans des cas désespérés, on peut préférer se réfugier dans la beauté littéraire : pourquoi pas ? Telle est la fragile condition des lettrés, qui cherchent un abri dans les livres amis. Mais il faut essayer de savoir ce qu'on y gagne, ce qui se réfugie là. Quelque

chose d'essentiel, quelque chose que l'on reconstruit tout de même dès lors qu'on le sent s'abaisser ou s'exposer au danger. Je trouve qu'il y a, dans cette énonciation piétonnière des cafés, de la mixité, du mélange, de la circulation, un « je ne sais quoi » déminemment désirable, et je ne veux pas dire spécifique, pas du tout spécifique, mais disons simplement désirable. On voit bien aujourd'hui qu'une possibilité de la philosophie politique est de redéfinir des valeurs communes par des styles, des styles de vie ; on pourrait même dire, avec Giorgio Agamben, des « formes-de-vie », surtout si cela permet d'échapper à l'expression plus embarrassante des « modes de vie », cette dernière pouvant être revendiquée par différentes personnes ayant un rapport xénophobe ou étroitement égoïste au monde – affirmant par exemple qu'on est en droit de se détourner de l'intérêt général au nom de la défense spécifique de ses « modes de vie ». ❧



© DR

Par Patrick Boucheron, historien, professeur au Collège de France, titulaire de la Chaire « Histoire des pouvoirs en Europe occidentale (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)

Ce texte est publié avec l'aimable autorisation des Éditions Flammarion.

1) Lire p. 30 la recension sur l'ouvrage publié aux éditions Flammarion, collection Champs actuel, 2019.

2) Achille Mbembe, *Politique de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016, p. 8-9.

3) Achille Mbembe, *ibid.*

4) Voir Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus*, Paris, Le Seuil, 2016.

5) George Steiner, *Une certaine idée de l'Europe*, trad. de l'anglais par Christine le Boeuf, Arles, Actes Sud, 2005.

6) George Steiner, *ibid.*, p. 23.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

**L**e Grand Continent est la revue en ligne du Groupe d'études géopolitiques. Ce think tank indépendant, fondé à l'École normale supérieure de Paris, a pour objectif de proposer une réflexion interdisciplinaire sur la géopolitique de l'Europe. L'ouvrage *Une certaine idée de l'Europe* rassemble les textes des cinq penseurs invités par le Groupe d'Études politiques à débattre tout au long de l'année 2018 de l'idée d'Europe.

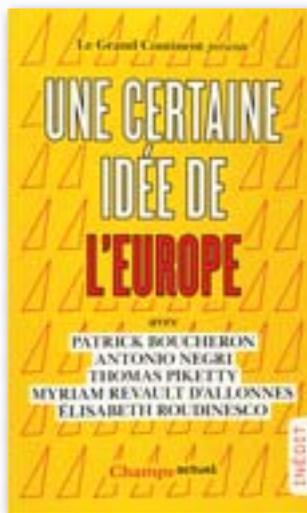
# PENSER UNE EUROPE PLEINEMENT POLITIQUE

Donner la plume à cinq penseurs et leur demander d'exprimer leur « idée d'Europe ». C'est ce qu'ont entrepris les membres de la revue *Le Grand Continent* déplorant le fait que « la polémique en Europe (soit) abandonnée aux néonationalismes et aux réactionnaires qui tirent profit d'une institution froide, mal incarnée et peinante à penser ». Ce court ouvrage, qui se lit comme un petit roman, réussit ainsi la prouesse d'établir un diagnostic souvent sévère de l'état de l'Europe mais juste tout en proposant des pistes, offrant leur vision de l'Europe idéale.

Certes, dans *Une certaine idée de l'Europe*<sup>1)</sup>, les constats sont souvent rudes. L'économiste Thomas Piketty déplore le fait que « les institutions européennes actuelles ne sont pas faites pour mener des politiques de redistribution mais pour gérer un grand marché ». La psychanalyste Elisabeth Roudinesco regrette quant à elle l'hystérisation des identités : « L'Europe semble moins désirable parce qu'elle est dominée par le triomphalisme des marchés c'est-à-dire

du désordre mondial organisé. Les peuples, regardés comme des foules, par les élites, se replient vers un nationalisme qui n'est plus lié à un contour territorial mais revêt une dimension "ethnique" ».

Le philosophe et sociologue italien Antonio Negri est plus direct lorsqu'il affirme : « Il est en effet probable que nous soyons arrivés au terme de l'Europe que nous connaissons, dans laquelle nous avons grandi, dans laquelle nous avons lutté. L'Union européenne s'est défaite sur Schengen, sur Dublin, sur le Brexit, c'est-à-dire sur la politique de circulation intérieure des travailleurs, du contrôle des migrations et du rapport au monde atlantique ». Pourtant, à la question « Quelle Europe voulons-nous ? », Antonio Negri en appelle à imaginer une nouvelle Europe dont le mot d'ordre serait :



« l'Europe et le commun ». Pour l'historien Patrick Boucheron<sup>2)</sup> : « On peut s'accorder, au fond, pour dire que ce qui manque à l'Europe, aujourd'hui, ce que le mot même de construction européenne désigne comme manque, c'est une politique ».

Myriam Revault d'Allonnes affirme, sans nostalgie vouloir se réapproprié cette idée de Stefan Zweig : « être Européen, c'est "se sentir libre de toute étroitesse" ». En tout cas *Une certaine idée de l'Europe* offre de l'oxygène, loin du

débat médiatique sur l'Europe, souvent si étroit... 🦋

Clotilde Warin, Rédactrice en chef de la Revue

1) Publié en mai 2019 aux Éditions Flammarion, Collection Champs Actuel.  
2) À lire aussi p. 28 et 29 un extrait de son allocution intitulée « Ce qui a manqué à l'Europe ».

## L'EUROPE À TRAVERS LES GRANDS TEXTES

Face à une Europe critiquée, décriée, parfois rejetée, la Fondation Heinrich Böll a choisi de recueillir les voix de celles et de ceux qui ont plaidé en faveur de l'Europe, qui l'ont animée dans un ouvrage édité en français et en allemand, *Les Grands textes qui ont inspiré l'Europe*<sup>1)</sup>. Juliette Charbonneaux, maîtresse de conférences au Celsa Sorbonne-Université, a eu la délicate tâche de devoir choisir des extraits de textes de seize auteurs ayant « pensé » l'Europe. Comme le rappelle Jens Althoff, directeur du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll, le livre ne tend pas à l'exhaustivité mais entend répondre aux trois directions, que



Louise Weiss d'ailleurs appelait de ses vœux lors de son élection au Parlement européen en 1979 : que l'Europe soit celle de la solidarité, de l'indépendance et de la coopération.

À la lecture de ces textes il apparaît clairement que l'Europe a fait vibrer des voix de politiques bien sûr – Winston Churchill, Robert Schuman, Jean Monnet, Helmut Kohl, François Mitterrand..., mais aussi d'écrivains. Le discours de Victor Hugo en faveur des « États-Unis d'Europe », prononcé en 1849, est le premier texte de l'ouvrage ; mais y figurent aussi les écrivains tel Romain Rolland qui demande aux « travailleurs de l'esprit » de s'unir pour éviter le

retour de la guerre ou Stefan Zweig prônant une construction européenne à même de faire advenir un réel cosmopolitisme pacifiste. Son discours date tragiquement de novembre 1932, soit moins de trois mois avant l'avènement d'Hitler au pouvoir...

On peut néanmoins regretter la quasi-absence de voix féminines sur l'Europe. Seules Louise Weiss, fondatrice de la revue de politique internationale *l'Europe nouvelle*, et Simone Veil figurent dans l'ouvrage. À la fin de son discours au Parlement de Strasbourg, Simone Veil conclut : « Pussions-nous au terme de notre mandat éprouver le sentiment d'avoir fait progresser l'Europe ». Ce vœu est plus que jamais d'actualité quarante ans plus tard... 🦋

C. W.

1) *Les Grands textes qui ont inspiré l'Europe* a été édité, en mai 2019 aux Petits Matins en partenariat avec la Fondation Heinrich Böll. L'ouvrage peut être commandé gratuitement en s'adressant à : [info@fr.boell.org](mailto:info@fr.boell.org).

# PROJET SOLIDARITY À PRAGUE : PERMETTRE AUX JEUNES D'EXPRIMER LEUR EUROPÉANITÉ

**E**n avril 2019, Confrontations Europe, l'Institut Européen et Codemos ont réuni à Prague, dans le cadre du projet Solidarity, une cinquantaine de jeunes Belges, Français, Grecs, Hongrois, Polonais, Serbes, Slovaques et Tchèques aux profils variés, à l'occasion d'ateliers participatifs et interculturels.

Ces jeunes originaires de huit pays différents, qui sont lycéens, apprentis dans différents secteurs ou étudiants dans divers cursus, peuvent être considérés comme les « oubliés d'Erasmus ». À travers le projet Solidarity, ils se sont retrouvés pour échanger sur de nombreuses thématiques européennes : l'enjeu de démocratie, les valeurs européennes communes, le futur de l'Union européenne, l'élargissement, l'immigration ou encore, plus concrètement, les opportunités offertes aux jeunes en Europe. Ensemble, ils ont aussi été amenés à découvrir le patrimoine culturel et historique de plusieurs capitales européennes et ont noué ainsi des liens forts, d'amitié – des Belges ont même été invités chez des Tchèques après le séminaire de Prague, ayant déjà sympathisé lors des ateliers de Varsovie deux mois plus tôt.

Le constat est sans appel : la majorité d'entre eux considèrent que l'Union européenne est une entité un peu floue, qu'ils regrettent de ne pas connaître davantage, déplorant l'absence d'éducation civique européenne dans leurs parcours scolaires respectifs. Erasmus ? Ils n'ont pas eu l'occasion de partir ailleurs en Europe au cours d'un cursus Erasmus, ou regrettent que le programme soit limité aux étudiants à l'université. Certains de ces jeunes n'avaient jamais quitté leur pays, voire leur région, avant de faire partie du « Solidarity tour ».

Une participante serbe et une Grecque se sont félicitées de l'opportunité que représente pour elles le projet Solidarity, occasion unique de découvrir d'autres pays européens, de rencontrer d'autres jeunes, d'échanger sur des



© Confrontations Europe

thèmes et d'apprendre de nouvelles choses. L'une d'entre elles a même exprimé l'envie de devenir une ambassadrice de ce genre d'initiatives dans son pays, pour sensibiliser davantage de jeunes.

## Des propositions concrètes pour l'Europe

Ces jeunes ont également émis des recommandations, très concrètes et pertinentes. Pour eux, l'une des premières nécessités serait d'avoir accès à des cours d'éducation à l'Europe. Ces jeunes avouent vouloir mieux connaître l'histoire commune et partagée des pays européens, apprendre des langues, et bénéficier d'une éducation au fonctionnement de l'Union européenne.

En termes de mobilité, ils demandent que le programme Erasmus s'ouvre davantage aux apprentis. Et ils estiment les zones rurales désavantagées par rapport aux zones urbaines en termes d'information sur les opportunités de mobilité.

Certains d'entre eux étant originaires de milieux ruraux ou périurbains, ils ont demandé que les infrastructures scolaires, les transports publics ou encore la couverture réseau soient plus développés. Ils souhaitent avoir accès à davantage d'information sur les opportunités de mobilité, de formation, d'ap-

prentissage ou de stage, qu'ils trouvent trop limitées aux zones urbaines.

Sur l'immigration, les participants ont également émis plusieurs recommandations dirigées à l'attention des instances de décision à Bruxelles : ils aimeraient voir émerger une politique migratoire commune et appellent de leurs vœux une répartition équitable des migrants entre les pays de l'UE. Ils recommandent aussi l'intégration des enfants migrants dans les écoles publiques, le développement de centres de formation pour les adultes nouveaux arrivants, ou encore la création de centres culturels permettant aux migrants et aux locaux d'échanger et d'apprendre à se connaître.

Le projet Solidarity<sup>(1)</sup> se poursuivra en septembre à Budapest, en octobre à Athènes et en novembre à Belgrade. La conférence finale aura lieu le 18 décembre prochain à Paris, et réunira 200 jeunes, des décideurs locaux, nationaux et européens, des représentants d'organisations de jeunesse et des partenaires médias. 

**Lorène Weber**, chargée de mission  
Jeunesse, Confrontations Europe

<sup>1)</sup> Il est possible de consulter, évaluer et commenter les recommandations émises par les jeunes du projet Solidarity sur la plateforme en ligne Codemos.

# CONFRONTATIONS EUROPE

LA REVUE



## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à *Confrontations Europe La Revue*

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Tél. : ..... Fax ..... E-mail .....

*Confrontations Europe La Revue* (4 numéros par an) ..... 30 €

Bulletin à envoyer avec votre règlement à l'ordre de *Confrontations Europe* à l'adresse suivante :  
*Confrontations Europe, 227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris*